



HAL
open science

Usages publics de la figure des intellectuels exilés dans l'Espagne de la Transition démocratique

Ève Fourmont Giustiniani

► **To cite this version:**

Ève Fourmont Giustiniani. Usages publics de la figure des intellectuels exilés dans l'Espagne de la Transition démocratique. Isabel Larriba; Eduardo González Calleja. Les Intellectuels espagnols en temps de crise (XIXe-XXe siècles), Presses Universitaires de Provence; New edition [online]: Open Edition Books, pp.277-311, 2021, 9791032003435. 10.4000/books.pup.58877 . hal-03035257v1

HAL Id: hal-03035257

<https://hal.science/hal-03035257v1>

Submitted on 24 Nov 2021 (v1), last revised 15 Oct 2023 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



LES INTELLECTUELS ESPAGNOLS EN TEMPS DE CRISE xix^e-xx^e siècle

Hommage à Paul Aubert

SOUS LA DIRECTION DE
ELISABEL LARRIBA ET EDUARDO GONZÁLEZ CALLEJA

LE TEMPS DE L'HISTOIRE



collection
LE TEMPS DE L'HISTOIRE

**Les intellectuels espagnols
en temps de crise
XIX^e-XX^e siècle**

Hommage à Paul Aubert

SOUS LA DIRECTION DE
ELISABEL LARRIBA ET EDUARDO GONZÁLEZ CALLEJA

2021

PRESSES UNIVERSITAIRES DE PROVENCE

© PRESSES UNIVERSITAIRES DE PROVENCE

AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ

29, avenue Robert-Schuman - F - 13621 Aix-en-Provence CEDEX 1

Tél. 33 (0)4 13 55 31 91

pup@univ-amu.fr – Catalogue complet sur presses-universitaires.univ-amu.fr/editeur/pup

DIFFUSION LIBRAIRIES : AFPU DIFFUSION – DISTRIBUTION SODIS

Usages publics de la figure des intellectuels exilés dans l'Espagne de la Transition démocratique

Ève Fourmont Giustiniani

Aix Marseille Université, CNRS, TELEMME, Aix-en-Provence, France

Dans le champ des études sur l'histoire des intellectuels espagnols, les travaux sur l'exil républicain de 1939 tiennent une place à part : excentrés, comme le furent les exilés eux-mêmes, ces travaux offrent une perspective critique irremplaçable sur la place, le discours et la fonction des intellectuels tels qu'ils s'articulent sur le territoire national. Ainsi Francisco Morente, dans un récent état de la question sur l'histoire des intellectuels durant le franquisme, indique-t-il que toute réflexion sur ce thème

... doit prendre en compte, selon moi, les intellectuels en exil ; et ce en étant attentif non seulement aux interrelations qui se sont nouées (surtout à partir du milieu des années cinquante) entre les intellectuels de l'intérieur et ceux qui se trouvaient hors d'Espagne, mais aussi à la réflexion que ces derniers ont menée, depuis l'exil, sans perdre de vue une seconde la situation intérieure de leur pays d'origine¹.

Cette considération peut à l'évidence être étendue à la période immédiatement postérieure, à savoir celle de la Transition dite démocratique ; d'abord parce que celle-ci s'est déroulée, comme on le sait, sans solution de continuité institutionnelle, mais aussi parce que les divisions entre étapes, phases ou périodes n'ont guère de sens, au regard de l'histoire culturelle, que comme de simples commodités didactiques ou éditoriales destinées à jalonner un continuum complexe. On abordera donc ici la période transi-

1 « Cualquier reflexión sobre los intelectuales españoles durante el franquismo ha de tener presente, en mi opinión, a los intelectuales en el exilio ; y no sólo atendiendo a las interrelaciones que se dieron (sobre todo a partir de mediados de los años cincuenta) entre intelectuales del interior y quienes estaban fuera de España, sino por la importancia de la reflexión que éstos llevaban a cabo desde lejos, pero sin perder de vista ni un momento la situación interna de su país de origen ». Francisco Morente, « La historia de los intelectuales durante el franquismo : un ensayo bibliográfico », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, n° 50, 2016, p. 163-194, édition en ligne citée ici : <https://doi.org/10.4000/bhce.583> [08/03/2020], note 78. Nous renvoyons à ce texte pour un rappel historiographique sur le positionnement de l'histoire des intellectuels à la croisée des champs de l'histoire culturelle, de l'histoire politique et de l'histoire de la pensée, ainsi que pour la discussion du concept même « d'intellectuel » en général, et dans le contexte espagnol en particulier.

tionnelle au sens large, dans une chronologie s'étalant du début des années 1960 jusqu'au milieu des années 1980.

Le présent chapitre se centre sur le « pan coupé » de la culture espagnole contemporaine qu'est l'exil (au double sens de diaspora et de corpus culturel) et se propose d'analyser le processus de sa « réintégration » à la nation au moment de la Transition démocratique. Une transition qui constitua pour l'ensemble des Espagnols – pouvoirs politiques, acteurs économiques, société civile, milieux intellectuels – un moment de crise, c'est-à-dire à la fois de mutations structurelles, de conflits potentiels et de tensions conceptuelles. Une crise, donc, non pas au sens de rupture brutale et inattendue de l'ordre des choses – la mort de Franco et la question de « l'après » étaient depuis longtemps une préoccupation centrale pour ces acteurs – mais au sens d'une phase de changements dont le potentiel négatif (perturbation, ébranlement, bouleversement) était aussi présent aux esprits que les virtualités positives. Il s'agissait bien d'une crise au sens étymologique, celui de point de basculement, d'instant crucial et décisif, qui marquerait pour l'ensemble des Espagnols l'ouverture de l'ère nouvelle et encore inconnue du post-franquisme.

Dans ce moment identifié et délimité *a posteriori* comme celui du passage de la dictature à la démocratie, qui nécessita le remodelage des superstructures mais aussi la conversion des esprits, le rôle des intellectuels fut fondamental pour préparer, accompagner et construire un nouveau *modus vivendi*. On entend ici le terme d'intellectuels dans son acception large, qui englobe écrivains, philosophes, artistes, professeurs, journalistes, essayistes, etc., mais aussi hommes politiques, car à ce moment les frontières disciplinaires et professionnelles entre ces différentes activités étaient encore volontiers poreuses. Les intellectuels sont les médiateurs essentiels, mais aussi les co-constructeurs des représentations et des imaginaires sur lesquelles se fondent les identités collectives, cet ensemble d'images, de mythes, de rites et de symboles qui soutiennent le regard qu'une société porte sur elle-même. L'étude de la « crise » que constitue la Transition invite donc à porter une attention toute particulière aux narrations qui véhiculent, structurent et modifient ces imaginaires, lesquels conditionnent à leur tour les cultures politiques. Celles-ci, comprises comme un ensemble de conceptions partagées sur le monde et la société qui fédèrent les groupes qui en sont les porteurs, sont le socle du discours que ces groupes – partis politiques, organisations syndicales – projettent dans leur action : pratiques sociales, stratégies d'alliance ou de rupture, relations nouées avec d'autres cultures politiques ou avec les institutions.

En ce sens, le discours est le lieu d'observation privilégié de la mise en tension entre les cultures politiques espagnoles (péninsulaires) et celles que les réfugiés de 1939 avaient développées durant leur exil. Une confrontation que la mort de Franco allait enfin rendre possible autrement qu'*in absentia*, parce qu'elle ouvrait, pour les exilés, la perspective du retour. Or c'est la perspective du retour qui donne son sens à l'exil ; la longévité de la dictature franquiste, à

ce titre, singularise l'expérience espagnole. La possibilité de rentrer en Espagne constituait donc à soi seule une crise pour les exilés : le décès du dictateur marquait l'instant crucial du choix entre rester et revenir, prolonger un mythe désormais vidé de sens ou prendre le risque de le confronter à la réalité².

Réciproquement, du point de vue de l'Espagne, les exilés avaient durant de longues décennies été diabolisés par la propagande franquiste. Une image que les intellectuels dits « de l'intérieur », malgré leurs contacts sporadiques avec leurs homologues exilés, n'avaient pas eu les moyens (ni nécessairement la volonté) de contrecarrer, et que le régime lui-même avait commencé à modifier, en entreprenant, lorsque le besoin de trouver de nouvelles sources de légitimation se fit sentir, une opération de récupération de tout ce qu'il pouvait mettre à profit de la culture de l'Espagne d'avant-guerre et de celle de l'exil.

La question qui nous intéresse ici est donc celle de la réception des retours d'exils dans la culture politique de l'Espagne de la Transition, autrement dit des usages publics qui sont faits de la figure et de la production des intellectuels exilés par les acteurs déterminants de ce processus – à savoir gouvernements, partis d'opposition et médias, presse écrite notamment, qui, en tant qu'elle est à ce moment le principal canal de transmission de ces usages, sera une de sources privilégiée pour l'analyse. Le présent texte sera ainsi l'occasion de dresser un bilan de l'état de l'art sur cette question, qui a déjà retenu tangentiellement ou ponctuellement l'attention de la critique historiographique, mais n'a jusqu'à présent pas fait l'objet d'une analyse spécifique, globale et exhaustive³.

-
- 2 On ne peut en dire guère davantage ici de la question du retour du point de vue des exilés, faute d'espace, mais aussi par ce qu'elle fait l'objet, depuis le milieu des années 1990, d'une certaine attention critique et partant d'une bibliographie déjà conséquente. Citons *a minima*, sur ce thème : Pablo Aguirre Herráinz, *Ya no hay vuelta atrás. El retorno desde el exilio republicano español*, Madrid, CEPC, 2019 ; Manuel Aznar Soler *et. al.* (dir.), *El exilio republicano de 1939: viajes y retornos*, Sevilla, Renacimiento, 2014 ; Inmaculada Cordero Olivero, « El regreso del exiliado », *Estudios de Historia Contemporánea de México*, n° 17, 1996, p. 141-162 ; Josefina Cuesta Bustillo (dir.), *Retornos (de exilios y migraciones)*, Madrid, Fundación Largo Caballero, 1999 ; Rose Duroux et Alain Montandon (dir.), *L'émigration: le retour*, Clermont Ferrand, Université Blaise Pascal, 1999 ; Florence Guilhem, *L'obsession du retour. Les républicains espagnols 1939-1975*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2005 ; Erandi Mejía Arregui, « Aproximaciones a un exilio sin fin : el retorno y el exilio español en México », in María Soledad Lastra (dir.), *Exilios. Un campo de estudios en expansión*, Buenos Aires, CLACSO, 2018, p. 181-196 ; Giulia Quaggio (dir.), *Volver a España. El regreso del exilio intelectual, Historia del Presente*, n° 23, 2014 ; ou encore Nicolás Sánchez Albornoz, « El regreso de los exiliados », in Alicia Gil Lázaro et Aurelio Martín Nájera (dir.), *El retorno: migración económica y exilio político en América Latina y España*, Madrid, Marcial Pons, 2013, p. 257-263.
 - 3 Nous ne prétendons naturellement pas mener une telle tâche de reconstruction dans le présent cadre ; mais à tout le moins poser l'un des jalons d'une recherche en cours sur l'exil et la Transition. Aussi laissera-t-on de côté ici l'analyse du point de vue des exilés républicains qui firent le choix de rentrer, de la façon dont ils vécurent et/ou théoriserent leur propre retour, ainsi que des jugements qu'ils purent porter sur l'Espagne qu'ils retrouvaient après de longues décennies d'expatriation, objet de l'un des axes de cette recherche. La pertinence d'une telle entreprise est soulignée notamment Antolín Sánchez Cuervo, qui écrit qu'est « toujours en attente une reconstruction de la réflexion exilée sur le passé récent en général et sur la transition en particulier, probablement disséminée en de petits essais, écrits brefs,

L'hypothèse de départ est que les exilés « retournés » posaient de façon aigüe le problème de la prise en compte du modèle républicain de 1931 dans l'élaboration du projet d'État et de société alors en gestation. La diaspora républicaine était en effet l'incarnation de ce modèle, que ses intellectuels avaient continué de développer *ex situ* dans leur production culturelle et doctrinale. En 1975, les exilés survivants et leurs descendants incarnaient ainsi la mémoire vivante du projet politique et culturel de la Seconde république : un modèle peu compatible avec le processus réformiste qui fut privilégié par les divers acteurs de la Transition.

Comment fut accueilli le retour des républicains exilés en Espagne au moment de la Transition ? Quelles fonctions et quel sens leur furent alors assignés, et au service de quels projets ? Quelles stratégies politiques et discursives furent-elles mises en œuvre par les différents acteurs du processus transitionnel pour intégrer l'exil à leurs nouvelles logiques d'action ? À quelles conditions, et à quel prix, les intellectuels et les militants politiques exilés pouvaient-ils être intégrés à la société, à la culture et à la vie politique de l'Espagne post-franquiste ? Voici quelques-unes des questions auxquelles nous allons essayer de répondre.

Les exilés, apôtres de la réconciliation ?

Il convient d'abord d'analyser avec davantage d'attention les stratégies narratives déployées dans le discours culturel (médiatique, étatique et académique) espagnol face au retour des républicains exilés. En étudiant quelques cas emblématiques de ces retours, on verra comment des figures saillantes de la culture et de la politique d'avant-guerre, revenues de leur exil durant la Transition, ont conquis une notoriété publique non négligeable. Mais cette diffusion a été le support d'une certaine instrumentalisation de ces figures : leurs trajectoires furent présentées sous l'angle exclusivement vital et culturel, vidées de leur contenu politique, et ce que l'on a retenu de leurs déclarations concourait à démontrer que leur retour d'exil se faisait dans un esprit de réconciliation. Certains exilés plus que d'autres se sont prêtés au jeu : par le ton de leurs déclarations, par leur acceptation des hommages qui leur ont été rendus, par le rôle public qu'ils ont consenti à jouer dans cette mise en scène publique de leur retour d'exil.

journaux et revues, ainsi que dans de nombreux épistolaires et mémoires » (« aún está pendiente una reconstrucción de la reflexión exiliada sobre el pasado reciente en general y la transición en particular, probablemente diseminada en pequeños ensayos, escritos breves, periódicos y revistas, así como en numerosas correspondencias y memorias »): « Justicia transicional. El caso español bajo la perspectiva del exilio », in David Rodríguez-Arias, Jordi Maiso et Catherine Heeney (dir.), *Justicia ¿para todos? Perspectivas filosóficas*, Madrid, Plaza & Valdés, 2016, p. 114.

Des retours fortement médiatisés

La presse espagnole de la Transition a consacré une place tangible à la question de l'exil en général, et à celle du retour des intellectuels en particulier. Y abondent les entrefilets annonçant des retours temporaires ou définitifs d'exilés, voire le rapatriement de traditions culturelles d'avant-guerre telles que les jeux floraux catalans ; les chroniques ou recensions de cérémonies d'accueil, d'attribution de prix littéraires ou de décorations honorifiques ; les éditoriaux, tribunes et articles commentant la production culturelle de l'exil ou sa signification pour l'Espagne post-franquiste enfin réconciliée.

Une section spéciale de *La Vanguardia*, intitulée « Retornos », y fut spécialement consacrée entre 1976 et 1977, cédant la parole à l'académicien Guillermo Díaz Plaja et à des exilés comme Jaume Miratvilles (rentré en Espagne en 1962) ou Joan Cuatrecasas (alors toujours en Argentine). La section « Libros sin abrir » du quotidien *ABC* récupérait aussi, de temps à autres, quelques épisodes de l'exil. *El País*, surtout, lui accorda une place conséquente⁴. Pour la seule année de sa création (1976), on y trouve des articles sur Rafael Alberti, Francisco Giral, Antonio Buero Vallejo, Juan Goytisolo, Claudio Sánchez Albornoz, Pere Bosch Gimpera, Santiago Carrillo, Wenceslao Roces, Antonio Machado, Jorge Guillén, Pablo Casals, Emilio Prados, Josefina Manresa, Jorge Semprún et Manuel Tuñón de Lara, ainsi que des tribunes signées par Vicente Llorens (27 août 1976) et Francisco Ayala (17 novembre 1976), et bien entendu, l'incisive colonne quotidienne de Francisco Umbral qui traitait de nombreux dossiers de près ou de loin relatifs à l'exil.

Manifestement, l'exil n'était pas absent de l'opinion publique espagnole de la Transition ; mais comme le signale Silvina Jensen, le récit des retours « se circonscrit de fait à quelques figures reconnaissables de la politique et de la culture républicaines, qui ont condensé ce qui a été dit – et n'a pas été dit – de l'expérience de la diaspora, sans mention d'autres *désexil*s réalisés dans la grisaille du passage de la frontière pyrénéenne, sans grandes réceptions, ou lors d'arrivées discrètes à l'aéroport de Barajas⁵. »

L'opération « retorno » de la culture exilée avait de fait été lancée bien avant la mort de Franco. Fernando Larraz⁶, qui en a analysé en détail les modalités littéraires, part du constat que l'exil, loin d'être absent dans l'Espagne du *tardofranquismo*, mais passé au double prisme de la répression culturelle (censure, élimination et/ou manipulation de la tradition libérale, restrictions à la circulation et à la traduction d'ouvrages) et du dirigisme

4 Pablo Aguirre Herráinz, *¿Un regreso imposible? Expatriación y retorno desde el exilio republicano (1939-1975)*, thèse de doctorat, Universidad de Zaragoza, 2017, p. 558.

5 Silvina Jensen, « El imaginario del exilio en la prensa española de la transición democrática », *Épocas. Revista de historia*, n° 11, 2015, p. 116.

6 Fernando Larraz, « El lugar del exilio en las historias literarias postfranquistas », in Mari Paz Balibrea (dir.), *Líneas de fuga. Hacia otra historiografía cultural del exilio republicano español*, Madrid, Siglo XXI, 2017, p. 523-532.

(établissement de consignes, discours nationaliste monologique, promotion d'une esthétique officielle). Après les étapes de mise en concurrence de la production intellectuelle péninsulaire et de celle de l'exil (années 1940), puis d'ouverture d'une voie dite « compréhensive » par certains auteurs de l'intérieur autrefois intellectuels organiques du régime (Láin Entralgo, Ruiz-Giménez, Ridruejo, Aranguren...) dans les années 1950, la stratégie qui prédomina dans les dernières années de la dictature fut celle de l'établissement de supposés « ponts » entre la culture exilée et celle de la Péninsule⁷, arborant une volonté de « dialogue » qui répondait en fait à une opération de normalisation de la culture franquiste, menée en parallèle de sa prétendue « libéralisation » économique et politique. L'ouvrage pionnier de José Ramón Marra López, *Narrativa española fuera de España* (1963), marque le premier jalon significatif de cette stratégie de récupération légitimatrice qui eut pour produits, entre autres, la consécration d'auteurs tels que Ramón J. Sender ou Francisco Ayala. Le traitement médiatique du retour des exilés après la mort de Franco apparaît ainsi comme la continuation logique de cette stratégie de récupération culturelle.

L'instrumentalisation des exilés au service de la réconciliation nationale

Deux cas de retours de la Transition nous semblent particulièrement emblématiques de la stratégie « d'amortissement » culturel de l'exil orchestrée par le pouvoir et les médias de la Transition : ceux des vétérans libéraux Francisco Ayala et Claudio Sánchez Albornoz. La réception de leurs retours, échelonné et définitif pour l'un, singularisé et transitoire pour l'autre, illustre les ressorts discursifs de cette stratégie et le coût politique qu'elle supposa pour l'exil républicain.

Le sociologue et romancier Francisco Ayala (1906-2009), comme l'historien médiévaliste Claudio Sánchez Albornoz (1893-1984), arboraient des profils d'intellectuels libéraux d'avant-guerre, aux convictions républicaines et socialisantes modérées, notamment anticomunistes, et ayant exercé des fonctions politiques durant la Seconde république (Albornoz fut ministre de deux gouvernements, et Ayala diplomate à Prague durant la guerre).

Tous deux s'exilèrent en Argentine en 1939 et y réalisèrent de brillantes carrières académiques. Ayala publia et traduit quantité d'œuvres, fonda des revues de haute tenue, et obtint des postes universitaires prestigieux à Princeton, Chicago et New York dans les années 1960. Sánchez Albornoz obtint en 1942 des chaires à l'Université de Mendoza et de Buenos Aires, et ses travaux d'histoire médiévale acquièrent une résonance exceptionnelle, tant dans l'exil qu'à l'intérieur, en particulier à travers sa polémique avec Américo

7 Voir à ce propos le chapitre 37 du volume collectif *Líneas de fuga*, « Relaciones con el interior durante la dictadura », *ibid.*, p. 473-507.

Castro sur l'essence nationale de l'Espagne. Albornoz se distingua cependant d'Ayala par un militantisme républicain prolongé dans l'exil : président intérimaire du conseil des ministres de la République en exil (1962-1971), il fut nommé président d'honneur du parti *Acción Republicana Democrática Española* fondé en 1960. C'est pourquoi son retour en Espagne n'eut lieu qu'après la mort de Franco, tandis qu'Ayala, observateur attentif de l'évolution politique espagnole, effectua dès 1963 divers « voyages exploratoires »⁸, où il prit notamment contact avec certains intellectuels de l'intérieur tels que Dionisio Ridruejo, José Luis López Aranguren, Camilo José Cela ou Pedro Laín Entralgo, et rencontra même brièvement Manuel Fraga, alors ministre de l'information et du tourisme, à la demande de celui-ci. Ayala aspirait à fonder les bases d'un réseau de relations intellectuelles, idéologiquement pacifiées, entre les exilés républicains et des opposants au régime, toutes tendances confondues : sociodémocrates, ex-phalangistes reconvertis au libéralisme, ou encore jeunes intellectuels désireux d'ouverture culturelle et de convergence européenne, dans le but d'œuvrer en commun à la mise en marche progressive de la libéralisation du pays.

Ayala deviendrait ainsi le parfait représentant de la politique de pacification et de continuité orchestrée par les artisans de la normalisation culturelle du régime franquiste d'abord, et par les tenants d'une transition politique réformiste ensuite. Il avait pourtant bien compris quel usage l'Espagne du *tardofranquismo* entendait faire de la figure des exilés sur le retour, en écrivant en 1972 :

Ils veulent que vous rentriez, parce que – modestie à part – cela signifie, pour eux, du prestige; et surtout, cela vaut comme preuve de normalité, et, si l'on veut, de libéralisme; mais en même temps, ils voudraient que si vous rentrez, vous soyez inoffensif. Au fond, c'est toujours la même politique de récupération de cadavres ([Manuel de] Falla, Juan Ramón Jiménez, pourquoi pas Antonio Machado?), et si vous n'êtes pas encore mort (c'est dur à croire mais beaucoup d'anciens exilés le sont), vous devez faire le mort. Moi, je ne suis pas mort, ni disposé à faire semblant de l'être⁹.

En ce sens, Ayala choisit de mettre en suspens la publication de ses œuvres en Espagne tant qu'elles seraient affectées par la censure, et de continuer à y mener sa mission d'observateur critique. Cela n'empêcha pas sa réinsertion.

8 L'expression est de Rose Duroux, dans « El retorno y sus retóricas (El exilio republicano) », in Josefina Cuesta Bustillo (dir.), *Historia Social del movimiento obrero. Retornos (de exilios y migraciones)*, Madrid, Fundación Largo Caballero, 1999, p. 136. Sur le(s) retour(s) d'Ayala, l'autodéfinition de sa position d'intellectuel et sa réintégration à la vie culturelle espagnole dès la fin des années 1960, voir Giulia Quaggio, « Ayala di ritorno », *Spagna Contemporanea*, n° 41, 2012, p. 51-77.

9 « Se desea que uno vuelva, porque – modestia aparte – eso significa prestigio y, sobre todo, ello vale como prenda de normalidad y, si se quiere, de liberalismo ; pero, al mismo tiempo se desea que uno, si vuelve, sea inocuo. En el fondo, sigue la vieja política de recuperación de cadáveres (Falla, Juan Ramón Jiménez, ¿por qué no Antonio Machado?), y si uno todavía no está muerto (muchos antiguos exiliados lo están, aunque no lo parezca), por lo menos debe de hacerse el muerto. Yo no estoy muerto, ni dispuesto a fingirlo ». Francisco Ayala, « Prólogo », in *Confrontaciones*, Barcelona, Seix Barral, 1972, p. XIV.

Celle-ci s'effectua sur le plan culturel, d'abord depuis les milieux intellectuels avec la réclamation de son retour par les écrivains de l'intérieur les plus enclins à créer des « ponts » avec l'exil¹⁰, puis depuis le pouvoir avec l'attribution du *Premio de la Crítica de Narrativa* pour son roman *El jardín de las delicias* en 1972 ; et enfin, une fois Franco décédé, de son plein gré avec la participation à divers actes culturels organisés en Espagne autour de son œuvre¹¹. Le 25 novembre 1975, quelques jours après la mort du dictateur, les *Cortes* ratifièrent sa réincorporation au poste de *Letrado de las Cortes*, afin qu'il pût toucher sa retraite (même s'il ne récupéra sa nationalité espagnole qu'en 1981). Dès lors, Ayala participa régulièrement à des colloques universitaires, publia ses œuvres en Espagne et écrivit des articles pour *Informaciones* ou *El País*, tout en partageant son temps entre l'Espagne et les États-Unis.

Un retour échelonné, donc, qui ne fit pas l'objet d'un « coup de projecteur » aussi intense qu'éphémère comme d'autres exilés à la carrière comparable tels que Salvador de Madariaga¹² ; mais au contraire, une pleine incorporation à la culture de la Transition. Son pragmatisme politique, sa défense d'une réforme politique négociée plutôt que d'une voie rupturiste, et son refus d'appliquer une analyse marxiste à la situation espagnole¹³ étaient pourtant l'objet de critiques par certains secteurs d'opposition, aussi bien en exil qu'à l'intérieur. En revanche, pour les autorités en place, il était l'apôtre idoine de la réconciliation nationale, du pacte transitionnel et du réformisme pacificateur, d'autant plus utile qu'il renonça de lui-même à mettre en avant son passé de

10 Le 17 juin 1970, *Pueblo literario* publia une tribune réclamant « la recuperación de Francisco Ayala para la vida cultural española », signée par Vicente Aleixandre, Dámaso Alonso, Antonio Buero Vallejo, José Luis Cano, Camilo José Cela, Miguel Delibes, Paulino Garagorri, Carmen Laforet, Pedro Laín Entralgo, Rafael Lapesa, Francisco Ynduráin et Alonso Zamora Vicente ; en 1972, la revue *Ínsula* lui consacra son numéro 302.

11 Le 1^{er} juin 1975, il participa à la Feria del Libro de Madrid, et inaugura le lendemain un cycle de conférences sur « La novela española contemporánea » à la Fondation Juan March.

12 Salvador de Madariaga (1886-1978), dont le retour le 6 avril 1976 fut lui aussi annoncé en grande pompe dans la presse (*Informaciones, ABC, El País...*), fit l'objet d'une réintégration quasi-immédiate : ce vétéran du libéralisme conservateur, européeniste militant, aussi antifranquiste qu'anticommuniste, prononça le 2 mai 1976 son discours d'entrée à l'Académie espagnole à laquelle il avait été admis quarante ans plus tôt. L'événement fut bien entendu salué comme un signe de normalisation culturelle ; voir par exemple Ángel S. Harguindey, « La Real Academia Española vuelve a estar completa », *El País*, 4 mai 1976. Néanmoins Madariaga choisit de retourner en Suisse en 1978. C'est là qu'il fut décoré de la *Gran Cruz de Alfonso X* par le ministre de l'éducation Íñigo Cavero ; lors de la cérémonie, Madariaga leva son verre en hommage à Juan Carlos I (*El País*, 25 juillet 1978). Il mourut à Locarno le 14 décembre, sans avoir pu donner procuration pour voter au référendum constitutionnel de 1978, car il ne figurait pas sur les listes électorales (*ABC*, 7 décembre 1978).

13 Il était convaincu, dès les années 1960, que le changement de régime en Espagne se ferait sans violence, étant données les transformations économiques et sociales traversées par le pays durant la décennie *desarrollista*. Voir Francisco Ayala, « España y la cultura germánica. España, a la fecha », in *Ensayos políticos y sociológicos*, Barcelona, Galaxia Gutenberg, 2007, p. 1052.

militant républicain dans son activité intellectuelle, au nom de l'autonomie de la sphère culturelle vis-à-vis du politique¹⁴.

Le cas de Sánchez Albornoz est plus révélateur encore de la stratégie de dépolitisation des exilés républicains mise en œuvre par les médias espagnols de la Transition. Avant son retour, Albornoz avait été courtisé par Gregorio Marañón, ambassadeur à Buenos Aires de 1972 à 1977 (*ABC*, 9 juillet 1984), ainsi que par la presse conservatrice, qui louait « le haut espagnolisme » et la noblesse d'âme quasi quichottesque de cet « Espagnol incorruptible » (*ABC*, 6 décembre 1975). Une image bien éloignée de celle que la propagande franquiste avait alimentée des exilés comme légion de « l'anti-Espagne » ; et donc aisément capitalisable¹⁵. Aussi son retour officiel (quoique temporaire¹⁶), le 23 avril 1976, fut-il traité dans la presse comme un véritable événement.

Ses déclarations, à peine arrivé à l'aéroport de Barajas, abondaient en effet dans le sens que les autorités de la Transition voulaient donner au retour des exilés : « je ne suis qu'un vieux prédicateur de paix et de réconciliation entre les Espagnols », affirma-t-il. « Tendons une bonne fois pour toutes la main à nos adversaires d'hier pour discuter et débattre ensemble, dans une nouvelle assemblée, du sort de l'Espagne »¹⁷. Ces propos furent relayés et applaudis par les secteurs conservateurs espagnols, qui y voyaient la volonté de réconciliation nationale (celle-là même qu'avait prôné le Roi Juan Carlos I le jour de son couronnement) arborée rien moins que par un représentant des institutions républicaines en exil. La figure d'Albornoz, son œuvre et ses déclarations concordait ainsi parfaitement avec le récit transitionnel. Les valeurs de paix et de fraternité qu'il défendait constituaient des antidotes à la violence potentielle de la période. Ses convictions antimarxistes et son patriotisme affirmé contribuaient à présenter la modération politique¹⁸ comme un rempart contre la lutte des classes, et à masquer le problème prégnant des inégalités sociales aggravées par la crise économique. Enfin, son interprétation de la Guerre civile comme un conflit fratricide (et donc imputable à parts

14 Voir Santos Juliá, « Francisco Ayala, escritor público », in Francisco Ayala, *De vuelta a casa. Obras completas VI*, Barcelona, Galaxia Gutenberg, p. 17-44.

15 Cf. Aránzazu Sarría Buil, « En torno a la construcción y recuperación del exilio retornado a través de la figura de Claudio Sánchez Albornoz », in Alexandra Palau et Paloma Bravo (dir.), *Figures emblématiques de l'imaginaire politique espagnol à l'époque moderne et contemporaine*, Paris, Indigo, 2014, p. 89-122.

16 Son séjour dura deux mois ; ce n'est qu'en juillet 1983 qu'il se réinstalla définitivement en Espagne, pour y mourir l'année suivante.

17 « Yo no soy más que un viejo predicador de paz y de reconciliación entre los españoles. Tendamos de una vez por todas la mano en la mano del adversario de ayer para discutir, dialogar en unas Cortes nuevas la suerte de España. » La séquence télévisée de son arrivée à Barajas, dont est extraite cette citation, montre l'écho médiatique qu'elle a pu avoir à l'époque. Disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=EWI8Z5AZdPE> [08/03/2020].

18 Sur l'usage fait de la notion de « modération » pendant la Transition, voir par exemple José-Carlos Mainer et Santos Juliá, *El aprendizaje de la libertad, 1973-1986. La cultura de la Transición*, Madrid, Alianza Editorial, 2000, p. 42-52 et pour sa critique, Bénédicte André-Bazzana, *Mitos y mentiras de la transición*, Barcelona, El Viejo Topo, 2006, p. 52-71 et p. 238-252.

égales aux deux camps), et son souhait de mettre un terme définitif à celle-ci en la renvoyant à un passé révolu cadraient opportunément avec la narration qui constituerait le socle de la légitimation symbolique du processus de la Transition.

La neutralisation politique de l'exil républicain

Restait à désactiver la portée politique du militantisme républicain des exilés, afin de le dépouiller de toute viabilité quant au futur immédiat de l'Espagne. L'entreprise de « neutralisation » de l'exil serait ainsi concomitante de celle de « récupération ».

Un événement survenu en avril 1976 autour de Claudio Sánchez Albornoz est significatif de cette stratégie : l'organisation d'un dîner d'hommage en son honneur, programmé par le parti *Acción Republicana Democrática Española*, que le gouvernement Arias censura en interdisant d'y diffuser le moindre message politique¹⁹. L'événement, pour lequel cinq cents personnes avaient réservé leur place, dut être annulé, non seulement car son invité d'honneur et ses organisateurs avaient reçu des menaces de mort de la part de groupuscules d'extrême droite, mais aussi et surtout car Albornoz refusa tout net de participer à un « banquet de muets ». Lors d'une conférence de presse, il s'indigna de la censure dont l'acte avait fait l'objet, assurant que l'intention pacifique des organisateurs de la cérémonie ne troublait en rien l'ordre public et que pour sa part, il demeurait un républicain convaincu :

Je suis et serai républicain jusqu'à ma mort. [...] Que veulent-ils, que nous allions au banquet pour réciter des prières ? Nous sommes des hommes de paix qui voulons changer l'Espagne. Je suis démocrate, libéral, catholique et socialisant. Je n'ai jamais été un rouge. Je suis un libéral, comme Azaña²⁰.

Mais la simple évocation du mot de république dans le programme de l'événement suffisait, aux yeux des autorités, à rendre ses organisateurs suspects d'intentions subversives. En d'autres termes, la parole de Sánchez Albornoz était recevable tant qu'elle n'était pas politisée, et son évocation possible dans les strictes limites de l'hommage symbolique ; mais on lui interdisait *de facto* tout militantisme qui pût concourir à la structuration d'un mouvement républicain en Espagne.

19 Le même jour, à la même heure et sans incident aucun, eut lieu un peu plus loin un dîner d'hommage à Tierno Galván... Voir « Amenazas de muerte a Sánchez Albornoz, y homenaje suspendido », *El País*, 19 mai 1976 ; « Suspensión del Homenaje a Don Claudio Sánchez Albornoz », *La Vanguardia Española*, 19 mai 1976 ; et « Suspendida la cena homenaje a Sánchez Albornoz », *ABC*, 19 mai 1976. L'organe de presse d'ARDE donna plus tard, depuis l'exil, une lecture perspicace de la séquence dans « Claudio Sánchez Albornoz », *República Española*, n° III-27, 15 juin 1976.

20 « Continuaré siendo republicano hasta que me muera. [...] ¿Qué quieren, que vayamos al banquete a rezar el rosario? [...] ¿No merecíamos un poco de respeto? Somos hombres de paz que queremos cambiar a España. Soy un demócrata, liberal, católico y socializante. Yo no he sido nunca un rojo. Soy un liberal, como Azaña ». « Flash », *La Vanguardia Española*, 20/05/1976.

L'historien ne tarda pas à rentrer en Argentine. On retint de son retour temporaire au pays son soutien à la monarchie juancarliste²¹, et on lui décerna, au seuil de la mort, plusieurs prix honorifiques²² ; mais comme le faisait déjà remarquer Carlos Seco Serrano avant même son retour, aucune réintégration professionnelle concrète ne lui fut offerte en Espagne, qui lui aurait garanti une retraite honorable non seulement en tant que professeur d'université mais aussi en tant qu'ex-homme d'État²³.

Les cas de Francisco Ayala et Claudio Sánchez Albornoz, pourtant aisément « récupérables » parce qu'ils étaient tous deux des penseurs aux convictions libérales et anticommunistes affirmées, sont en somme paradigmatiques de l'usage public qui fut fait du retour des exilés de 1939 dans l'Espagne des premiers instants de la Transition. Il semblait alors plus avantageux d'exposer ceux d'entre eux qui faisaient montre d'une bonne volonté réconciliatrice que de les invisibiliser ; mais pour pouvoir les utiliser à cet effet, il fallait que « le fil qui unissait le souvenir de leur expérience de lutte et de défaite avec le présent soit affaibli au maximum, largement décontextualisé, de contenu culturel prédominant, et de faible profondeur politique²⁴. » Leur aura de sagesse et de modération était présentée comme le corolaire de leur grand âge, qui contribuait à renvoyer l'expérience républicaine à un passé révolu. La plasticité du terme de réconciliation que ces intellectuels, comme bien d'autres exilés « retournés », employaient d'eux-mêmes, garantissait le succès du concept et sa présence massive dans les moyens de communication ; il permettait au passage de désactiver tout projet critique de transformation sociale, de questionnement des institutions en cours de construction, et de débat sur le passé.

C'est pourquoi Francisco Umbral fit peut-être montre – une fois n'est pas coutume – d'une certaine crédulité lorsqu'en mai 1983, il accusa les intel-

-
- 21 Sánchez Albornoz fut en effet reçu par le Roi lui-même durant ce séjour, et lui aurait apporté son soutien explicite en expliquant qu'il représentait « une chance pour l'Espagne. » Le Roi lui décerna en personne la *medalla de la Orden de Alfonso X* lors de sa visite diplomatique à Buenos Aires, en novembre 1978.
 - 22 À savoir la *Gran Cruz de la Real y Muy Distinguida Orden de Carlos III* en mai 1983, et le *Premio Príncipe de Asturias de Comunicación y Humanidades* en 1984. Il avait préalablement été l'objet d'une reconnaissance locale (médailles d'or de la province et de la ville d'Avila en 1980 ; *hijo adoptivo* des Asturies en 1978 et de la province de León en 1984) ainsi que d'une reconnaissance universitaire : investi docteur *honoris causa* de l'université d'Oviedo en mai 1976, il reçut la médaille d'or de la Complutense en janvier 1980, et fut nommé docteur *honoris causa* de l'université de Valladolid, lors d'une cérémonie « secrète » organisée à Buenos Aires en 1981 à l'insu du doyen de l'université lui-même (*El País*, 10 juillet 1981).
 - 23 Carlos Seco Serrano, *ABC*, 3 janvier 1976. L'année suivante, un éditorial d'*El País* intitulé « La deuda con el exilio » (17 juin 1976) insistait de même sur la dette morale entretenue par l'Espagne vis-à-vis de ses plus célèbres écrivains, qui ne saurait être soldée par une simple « autorisation à entrer dans le pays sans être arrêtés ni jugés ». L'Espagne pèlerine encore en vie, composée de grands poètes mais aussi de scientifiques et d'intellectuels éminents, devait urgemment être incorporée à la vie académique et universitaire espagnole, « no sólo para agradecerles la labor que han realizado en las duras condiciones del destierro, sino para vigorizar y renovar nuestra cultura y nuestra ciencia ».
 - 24 Silvina Jensen, « El imaginario del exilio », art. cit., p. 112.

lectuels de l'exil de ne pas avoir su se rénover idéologiquement ni apporter d'idées neuves à la démocratie naissante. À Francisco Ayala, qui lui demanda des explications, il répondit par courrier que l'attitude apolitique de certains exilés rentrés en Espagne démontrait leur difficulté à s'y intégrer ; et qu'était condamnable leur refus à intervenir dans la sphère publique autrement que depuis une perspective intellectuelle, « en circulant toujours dans les hautes sphères culturelles ou en prenant les problèmes de très haut²⁵ ». Cette dépolitisation était peut-être volontaire dans le cas d'Ayala, qui affichait une distanciation tout ortéguienne vis-à-vis du politique ; mais était-elle aussi délibérée de la part des autres intellectuels exilés rentrés en Espagne ? N'avaient-ils pas plutôt, au moyen de stratégies sciemment déployées par les acteurs politiques de « l'intérieur », été réduits à un rôle purement testimonial, privés de canaux d'expression politique, et de ce fait contraints au silence ?

Les gouvernements de la Transition et l'exil : évicition politique, patrimonialisation culturelle

L'entreprise de désamorçage de la dimension politique de l'exil ne se limita pas, au moment de la transition post-franquiste, à une opération seulement médiatique. Elle fut l'objet d'une stratégie que les gouvernements en place articulèrent dans deux directions complémentaires : d'une part, écarter le républicanisme historique du jeu politique, et d'autre part, récupérer l'héritage de l'exil (et plus généralement de la culture de la *Edad de Plata*) au profit de la normalisation culturelle du nouveau régime.

Comment le républicanisme devint tabou dans l'Espagne démocratique

Le républicanisme historique, au cours de la Transition, fit l'objet d'un traitement qui nous apparaît comme une pure et simple stratégie d'évicition. Il était notamment incarné, dans sa version exilée, par le parti *Acción Republicana Democrática Española* – ARDE, suivant un acronyme qui se voulait sans doute d'une brûlante actualité –, qui avait été fondé à Paris en juin 1960, à partir de la fusion de *Izquierda republicana* y *Unión Republicana*, les deux tendances majoritaires du républicanisme libéral en exil²⁶. Favorable au maintien des

25 Archivo de la Fundación Francisco Ayala, lettre de Francisco Umbral à Francisco Ayala, Madrid, 1983, citée par Paul Aubert, « Teoría y práctica de la Transición : el papel de los intelectuales », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, n° 50, 2016, p. 127-162, édition en ligne citée ici : <https://doi.org/10.4000/bhce.576> [08/03/2020], s.p., §72.

26 Le Congrès, réuni à Paris du 16 au 18 juin 1960, élit un directoire composé de José Maldonado, président ; Xavier Flores, vice-président ; Emilio Reinares, secrétaire général ; Pedro Ardos, trésorier ; Maximiliano Martínez Moreno, Francisco Boix, Arturo Ortega et Mariano Suárez, membres du bureau (Geneviève Dreyfus Armand, *El exilio de los republicanos españoles en Francia. De la guerra civil a la muerte de Franco*, Barcelona, Crítica, 2000, p. 292). Plus tard,

institutions républicaines à Paris²⁷, une option avec laquelle avaient rompu socialistes et communistes depuis la fin des années 1940, ce secteur de l'opposition exilée avait été progressivement marginalisé²⁸, même s'il avait envoyé plusieurs de ses membres au fameux Congrès de Munich célébré du 5 au 8 juin 1962²⁹.

Depuis l'exil, les républicains d'ARDE dénonçaient la solution monarchique comme un produit de la dictature et insistaient sur la nécessité d'organiser un référendum sur la forme de l'État, seule façon de garantir la légitimité des futures institutions espagnoles. Leur projet prônait la décentralisation administrative, l'indépendance judiciaire, l'éducation nationale libre et gratuite, et une politique internationale pacifiste³⁰. Ils s'opposaient enfin à l'amnistie en tant que ressource légale pour libérer les prisonniers politiques³¹, car elle revenait pour l'opposition à s'admettre coupable, mais surtout car elle empêcherait toute enquête sur les crimes du franquisme. La réparation des victimes de la guerre et l'épuration des responsabilités de la répression franquiste était en effet, pour les républicains exilés, le préalable indispensable à toute possibilité de réconciliation nationale³² : une posture marginale pendant la Transition,

Régulo Martínez Sánchez, président d'Izquierda Republicana dans la clandestinité durant le régime franquiste, fut nommé président honoraire du parti.

- 27 À la mort du président de la République en exil Diego Martínez Barrio, le 10 janvier 1962, le vice-président Luis Jiménez de Asúa assumait le poste et nomma Claudio Sánchez Albornoz président du gouvernement. À la mort d'Asúa, Fernando Valera lui succéda comme dernier président de la république en exil. Sur l'histoire de la république en exil, voir Sonsoles Cabeza Sánchez Albornoz, *Historia política de la II República en el exilio*, Madrid, Fundación Universitaria Española, 1997 et José Sánchez Cervelló, *La Segunda República en el exilio*, Barcelona, Planeta, 2011.
- 28 Jorge de Hoyos Puente, *La utopía del regreso. Proyectos de Estado y sueños de nación en el exilio republicano en México*, México, El Colegio de México/Universidad de Cantabria, 2012, p. 326-328.
- 29 Alicia Alted Vigil, « Gobierno y partidos republicanos españoles en el exilio (1950-1962) », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n° 27-3, 1991, p. 85-114 ; voir p. 112-113.
- 30 Voir « Nuestras razones », *Ibérica. Por la Libertad* [New York], XXII-12, 15 décembre 1974, p. 9 ; et « Síntesis del ideario de Acción Republicana Democrática Española », *República Española* [Mexico] 9, 15 juillet 1975, p. 5-6. Cet organe de presse du parti fut fondé par le chimiste exilé Francisco Giral, fils de José Giral, qui avait été chef du gouvernement de la République du 19 juillet au 4 septembre 1936, et lui-même ministre dans le dernier gouvernement de la République en exil. Très actif au sein d'ARDE, il en fut l'un des figures de proue en Espagne et en devint le président en octobre 1977. Peu après la nomination d'Adolfo Suárez à la tête du gouvernement, il exposa les grandes lignes du programme d'ARDE dans le quotidien *El País* : Francisco Giral, « La posición republicana », *El País*, 26 septembre 1976.
- 31 Sur la question de l'amnistie, l'avocate Victoria Kent, qui fut Directrice générale des prisons durant la Seconde république et avait poursuivi, dans l'exil, la lutte républicaine en dirigeant notamment la revue *Ibérica. Por la libertad* (New York, 1953-1977) et en militant au sein d'Izquierda Republicana puis d'ARDE, offrit un point de vue très intéressant, lié à sa perception aigüe de la crise pénitentiaire qui menaçait l'Espagne, dans un article qu'elle publia peu avant son retour en Espagne en octobre 1977 : Victoria Kent, « ¿Simultaneidad o prioridad? », *El País*, 23 avril 1977.
- 32 Voir par exemple E. P. M. [Eduardo Prada Manso], « Monarquía, República, reconciliación », *Boletín del Centro Republicano Español* [Mexico], n° 20, septembre 1978, p. 5.

mais qui devançait pourtant de plusieurs décennies la lecture critique de celle-ci réalisée depuis les secteurs académiques, associatifs et politiques qui seraient de près ou de loin associés, à partir des années 2000, au mouvement dit de « récupération de la mémoire historique. »

Le devenir d'ARDE allait clairement montrer que l'option républicaine n'avait pas sa place dans le processus de la Transition. Manuel Fraga, alors ministre de l'intérieur, convoqua les dirigeants républicains à un discret dîner en juin 1976, pour leur proposer un accord semblable à celui qu'Adolfo Suárez soumettrait aux communistes : la légalisation de leurs partis, contre la suppression de toute référence au républicanisme dans leur dénomination et leur discours³³. Option que rejetèrent les leaders d'ARDE, faisant montre d'une fidélité à leur héritage qu'ils payèrent au prix fort.

En octobre 1976, ARDE organisa un congrès à Madrid, qui marquait la décision du parti d'agir dorénavant en Espagne et non plus depuis l'exil ; mais, significativement, les drapeaux républicains furent interdits par les autorités lors la célébration de l'acte (*Pueblo*, 13 octobre 1976). Le parti sollicita sa légalisation le 25 février 1977, en suivant la procédure simplifiée récemment établie par le gouvernement³⁴. Mais tandis que des dizaines de groupes furent rapidement légalisés, le dossier d'ARDE fut renvoyé devant le Tribunal Suprême, pour un supposé non-respect de la législation en vigueur dans ses projets de statuts. La police perquisitionna à plusieurs reprises les locaux du parti à la recherche de matériel « subversif », et Francisco Giral, Eduardo Prada Manso et Régulo Martínez durent déposer devant le juge après avoir passé une matinée à la Direction générale de la sécurité pour s'expliquer de la diffusion, lors d'une réunion publique, d'un imprimé signé de Giral intitulé « Por qué soy republicano » (*El País*, 14 avril 1977). Au même instant, les membres du parti communiste, légalisé quelques jours plus tôt, pouvaient vendre *Mundo Obrero* sur la Puerta del Sol... La direction d'ARDE s'indigna de ces mesures dilatoires, s'estimant victime d'une conjuration du silence³⁵. Prada Manso attribuait l'invisibilisation de son parti à une censure délibérée de la part des autorités politiques, relayée par les médias : « Le problème est donc dans

33 Eduardo Prada divulgue l'anecdote à Miguel Salabert, qui la relate dans « Los republicanos », *Triunfo*, n° 759, 13 août 1977, p. 4-5 ; Emilio Torres l'évoque à nouveau (mais sans mentionner le nom de Fraga) dans « La marginación de los republicanos », *El País*, 3 mai 1985 ; enfin, Andrés C. Márquez, ancien membre d'ARDE, rappelle l'incident à la mémoire collective dans « El tabú », *Información*, 9 mai 1992.

34 *Real decreto-ley* du 8 février 1977 modifiant la loi 21/1976 du 14 juin sur le Droit d'association politique. L'enregistrement des partis pouvait désormais se faire sous dix jours, moyennant un simple dépôt de dossier contenant les statuts du parti. Les dossiers jugés irrecevables étaient transférés au Tribunal Suprême qui disposait d'un délai d'un mois pour accorder ou refuser leur enregistrement.

35 Voir « La conjura del silencio », *República Española*, n° 32, 21 août 1976 ; « El franquismo es legal, pero no legítimo, sólo la República es un Gobierno legítimo », *Ya*, 25 février 1977 ; et l'interview de Francisco Giral par Ismael López Muñoz, « El día que haya unas elecciones abiertas, el Gobierno republicano regresará a España », *El País*, 16 juin 1976.

le mot républicain », affirmait-il. « Je crois qu'il existe un accord tacite entre l'Administration et la presse espagnole pour ne pas parler de nous³⁶. »

Les républicains tentaient en même temps de se débarrasser de leur image de « vieux parti glorieux et inutile, aux idées obsolètes et liées à un passé peu brillant³⁷ », et ce, tandis que le Mexique rompait officiellement ses relations diplomatiques avec la République en exil, pour reconnaître la Monarchie dirigée par Juan Carlos. ARDE, faisant preuve d'un certain pragmatisme, renonça à l'idée de présenter des listes aux élections du 15 juin 1977, faute d'être légalisé à temps, mais surtout parce que ses membres les jugeaient jouées d'avance³⁸. Le parti passa finalement une consigne de vote en faveur des socialistes, tout en déplorant de n'avoir pu constituer de véritable alliance avec eux (*El País*, 12 juin 1977). Quelques jours après les premières élections démocratiques de l'ère post-franquiste, et acceptant le résultat du suffrage « malgré ses anomalies », les derniers représentants de la république en exil, Valera et Maldonado, décidèrent de dissoudre officiellement les institutions républicaines en passant un bref et discret communiqué de presse depuis Paris, le 21 juin 1977³⁹. La « seconde mort de la Seconde république⁴⁰ » suivait ainsi de peu l'exclusion du républicanisme historique du jeu électoral, tandis que des ex-ministres franquistes et des fonctionnaires impliqués dans la répression se muaient en pères de la démocratie.

Le processus d'éviction de l'option républicaine du processus transitionnel allait se poursuivre dans les années suivantes, jusqu'à son extinction définitive. La légalisation d'ARDE, qui traversa encore diverses péripéties juridiques et policières au cours du mois de juillet 1977⁴¹, et malgré la défense

-
- 36 Propos de Prada Manso recueillis par Lola Galán, « Los republicanos de verdad », *Interviú*, 14 avril 1977.
- 37 « ARDE suena un poco a viejo partido glorioso e inútil, a ideas trasnochadas ligadas a un pasado no demasiado brillante » (« Rojo, Amarillo, morado... y ARDE », *Interviú*, 14/04/1977). « Basta ya de imágenes de viejos republicanos en el exilio. Nuestro partido está formado sobre todo por gente joven que no ha vivido la guerra », déclarait pour sa défense Prada Manso à Lola Galán dans l'interview publiée dans le même numéro (art. cit.).
- 38 Voir par exemple « Los republicanos denuncian las elecciones », *Diario 16*, 11 juin 1977.
- 39 « Fin de la República en el exilio. Declaración de la Presidencia del Gobierno de la República Española en el exilio », *Historia 16*, II-19, 1977, p. 24. Voir à ce propos le jugement désabusé d'un ancien membre du parti, Xavier Flores, « El Gobierno de la República en el exilio. Crónica de un imposible retorno », *Espacio, Tiempo y Forma, Serie V. Historia Contemporánea*, n° 14, 2001, p. 309-350 ; p. 42.
- 40 Titre d'une récente tribune d'opinion du juriste Bartolomé Clavero, « La segunda muerte de la Segunda República durante la Transición », *eldiario.es*, 9 mars 2015, en ligne : https://www.eldiario.es/contrapoder/segunda_derrota_republica_6_364723558.html [08/03/2020].
- 41 Dont nous épargnerons ici au lecteur le détail, consultable dans la presse de l'époque, mais qui reste cependant méconnu de l'historiographie. Pour plus de détails sur le parti ARDE, voir José Antonio Castellanos López, « El republicanismo histórico en la Transición democrática : de la lucha a la marginalidad política », in Juan-Sisinio Pérez Garzón, ed., *Experiencias republicanas en la Historia de España*, Madrid, Catarata, 2015, p. 289-344 ; Francisco Moreno Sáez, « Partidos, sindicatos y organizaciones ciudadanas en la provincia de Alicante durante la Transición (1974-1982) : Acción Republicana Democrática Española », Universidad de Alicante, *Archivo*

qu'en fit (à contretemps) Felipe González lui-même auprès d'Adolfo Suárez puis des Cortes⁴², n'eut lieu que le 1^{er} août 1977. Mais il était trop tard. Ses dirigeants durent se résoudre à abandonner le parti à sa mort programmée. Le bulletin *República Española* édité au Mexique cessa d'être publié en décembre 1977⁴³; en 1978, le parti s'abstint lors du référendum d'approbation de la Constitution – à la rédaction de laquelle il n'avait naturellement pas été convié à participer⁴⁴ – ; sa présence aux élections de 1979 fut résiduelle⁴⁵ et il renonça, en 1982, à concourir aux élections qui consacraient le triomphe du PSOE.

Ses membres en furent réduits à l'incarnation purement testimoniale d'une voie politique défunte. Eduardo Prada Manso finit par intégrer les rangs d'un socialisme qui deviendrait hégémonique. Victoria Kent, autre prestigieuse exilée affiliée au parti, rentra en Espagne en octobre 1977 sans plus guère d'espoir d'y jouer un rôle politique mais se réclamant toujours du républicanisme ; le traitement qu'elle y reçut, typique de la politique de récupération neutralisatrice des exilés, l'incita à retourner à New York pour y finir sa vie⁴⁶. Francisco Giral, lui, fut bientôt réadmis dans le corps des professeurs espagnols, et retrouva sa chaire de chimie organique à l'Université de Salamanque, que sa carrière éminente au Mexique méritait pleinement⁴⁷. Mais il découvrit bientôt les limites de cette réintégration : sa candidature au poste de recteur fut censurée par le Ministère de l'éducation⁴⁸. Giral confessa qu'il se découvrirait vivre dans un pays très différent de celui que les républi-

de la democracia, s.d., en ligne : <https://archivodemocracia.ua.es/es/documentos/publicaciones/la-transicion-en-alicante/35-accion-republicana-democratica-espanola.pdf> [08/03/2020], 21 p. ; ainsi que les travaux de Jesús Movellán Haro, en particulier « Democracia res-publicana: la idea de democracia del republicanismo liberal durante el inicio de la reforma política en España (1975-1977) », *Historia del presente*, n° 32, 2018, p. 157-168.

42 Sur l'entrevue entre Adolfo Suárez et Felipe González à propos des républicains, voir *ABC*, 23 juillet 1977 ; pour un exemple de la campagne menée par le PSOE pour cette légalisation, voir Miguel Sánchez Mazas, « La opción republicana, materia opinable », *El País*, 31 de julio de 1977. Pour la défense de la légalisation des républicains par le groupe socialiste aux Cortes, voir *Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados*, 27 juillet 1977, p. 68.

43 « Hemos cumplido una etapa histórica », *República Española* 63, 15 décembre 1977.

44 Sebastián García, « Eduardo Prada : A los republicanos se nos ha marginado conscientemente de la Constitución », *El País*, 25 novembre 1978 ; Eduardo Prada Manso, « La constitución ; el referéndum y los republicanos », *Triunfo*, n° 831, 30 décembre 1978, p. 5.

45 Un entrefilet paru le 30 janvier 1979 dans *El País* évoquant la candidature d'ARDE à ces élections fut significativement intitulé « ARDE se presenta a las elecciones como un grupo testimonial ».

46 Cf Jorge de Hoyos Puente, « Las limitaciones de la Transición Española : el imposible retorno de los republicanos de ARDE, los casos de Victoria Kent y Francisco Giral », *Historia del Presente*, n° 23, 2014, p. 43-53, ainsi que Ève Fourmont Giustiniani, « El desexilio de Victoria Kent. Una republicana irredenta frente a la transición democrática española », in Bruno Vargas, Michel Martínez (dir.), *De l'Exil républicain à la Transition démocratique : bilan historiographique*, Toulouse, PUM, à paraître, 2021.

47 Voir la nécrologie publiée par l'un de ses disciples mexicains : Andoni Garritz, « Francisco Giral González, un verdadero maestro », *Journal of the Mexican Chemical Society*, n° 46-2, 2002, p. 193-195.

48 Fernando Torres, « Adhesión a Francisco Giral », *El País*, 28 janvier 1978.

cains avaient tenté de construire, et que sa résidence en Espagne avait la saveur d'un second exil⁴⁹. Il décida de rentrer à Mexico, où il mourut en 2002. Fernando Valera, dernier président du conseil de la république, décéda quant à lui en 1982 à Paris, sans être jamais revenu de son exil. Et José Maldonado, son dernier président, vieillit et mourut à Oviedo en 1984, aussi discrètement qu'il était rentré en Espagne en 1977⁵⁰.

Ce triste épilogue donne le ton de ce que fut l'expérience des républicains exilés qui tentèrent de défendre leurs convictions dans l'Espagne post-franquiste. La légalisation par trop tardive du parti qui se revendiquait de l'héritage du républicanisme socio-libéral historique empêcha de fait sa participation au jeu politique de la Transition. Son absence lors des élections de 1977 constitue sans nul doute l'un des signaux du déficit de légitimité de ce processus⁵¹. Cette absence permit certes au républicanisme de conserver son discours et son imaginaire politique ; mais au prix de « sa disparition en Espagne comme culture politique articulée⁵² ».

Politiques culturelles : une réification de l'exil ?

On pourrait arguer que l'exil de 1939 fut certes évincé en tant que culture politique au moment de la Transition, car son intrinsèque déphasage géographique et biochronologique le rendait de lui-même anachronique ; mais qu'en revanche, il fut bien réintégré à l'Espagne de la Transition comme culture « tout court ». La tonalité générale des politiques culturelles de la Transition, mise en œuvre par un ministère *ad hoc* institué dès le premier gouvernement Suárez, fut en effet, selon Giulia Quaggio⁵³, orientée vers l'objectif de mettre en scène une continuité retrouvée avec le passé. Il s'agissait par là d'utiliser la culture comme une « technologie morale » à même de construire une commu-

49 Entrevue réalisée par Elena Aub, *Archivo de la palabra*, INAH-PHO/10/27, p. 299 sq, citée par Jorge de Hoyos Puente, *La utopía del regreso*, op. cit., p. 334.

50 Comme l'écrivit Manuel Vicent dans une longue interview qu'il réalisa de l'ancien président en 1981 : « José Maldonado, último presidente de la República, entró en España de puntillas, por la puerta falsa, y se instaló en un pisito en los altos de Fuencarral, como un español que viene de la vendimia, sin un saludo, sin una llamada ». Manuel Vicent, « José Maldonado, último presidente de la República », *El País*, 19 décembre 1981.

51 Ainsi en juge José Antonio Castellanos López pour les deux cas d'ARDE et d'ERC : « Esquerra Republicana de Catalunya durante la Transición democrática: el proceso hacia su legalización como partido político », *Espacio, Tiempo y Forma serie V. Historia contemporánea*, n° 28, 2016, p. 230. Miguel Salabert le vit bien lorsqu'il écrivit, dès 1977 : « La participación abierta de ambas formaciones en la campaña electoral habría planteado frontalmente el dilema [monarquía o república] ante la opinión pública, y eso es lo que quiso evitarse, aun al costo de desvirtuar todavía más el carácter ya escasamente democrático de las elecciones ». Miguel Salabert, « Los republicanos », *Triunfo*, n° 759, 13 août 1977, p. 4-5.

52 Jorge de Hoyos Puente, *La utopía del regreso*, op. cit., p. 337.

53 Giulia Quaggio, « Política cultural y transición a la democracia: el caso del Ministerio de Cultura UCD (1977-1982) », *Historia del presente*, n° 17, 2011, p. 109-125, et *La cultura en transición. Reconciliación y política cultural en España, 1976-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 2014, en particulier p. 244-264.

nauté citoyenne soudée, confiante en elle-même et en l'avenir, et capable de s'auto-administrer. À cet effet les intellectuels de l'exil, en tant qu'ils procédaient de la culture d'avant-guerre, apparaissaient comme une intéressante source de légitimation morale pour le récit de continuité mis en avant par les gouvernements de la Transition.

Les successifs ministères de la culture des gouvernements de l'Union du Centre démocratique (UCD) orchestrèrent ainsi leur politique au rythme des « retours », dont chacun apportait une pièce à un panorama culturel que les jeunes générations n'avaient pu connaître qu'indirectement et clandestinement. Il s'agissait de solder les dettes avec ce passé et de mettre en marche un processus de normalisation culturelle symétrique à celui qui avait lieu dans la sphère politique, afin de doter le pays d'une autorité intellectuelle et culturelle renouvelée. À titre d'exemple, la question du rapatriement du *Guernica* de Picasso, véritable feuilleton culturel de la Transition, a fait de la célèbre toile un véritable « talisman public⁵⁴ » et sa réintégration au patrimoine national, en 1981, un symbole de l'achèvement du processus transitionnel. La Transition cultiva ainsi une forme de « mémoire poétique » de la culture espagnole de la *Edad de plata*⁵⁵, concentrant ses efforts sur une politique d'hommages et de reconnaissance symboliques, mais sans pour autant promouvoir la moindre forme de critique éthico-morale de la dictature franquiste : « il n'y eut pas d'examen de conscience collectif », estime ainsi Giulia Quaggio.

En 1980, toujours sous gouvernement UCD, le Parti socialiste parvient à faire approuver par le Sénat un projet de résolution destiné à « réintégrer les dernières émigrations espagnoles à notre processus culturel », notamment au moyen d'une revitalisation des études académiques sur l'exil et d'une promotion de la coopération culturelle avec les pays d'accueil de la diaspora républicaine⁵⁶. Le projet dotait l'exil d'un sens nouveau : celui de protagoniste des retrouvailles démocratiques entre l'Espagne et l'Amérique ; mais bien longtemps, il ne fut mis en œuvre que de l'autre côté de l'Atlantique où se multiplièrent les colloques, publications et cérémonies de commémoration, surtout au Mexique où l'empreinte culturelle des exilés fut particulièrement prégnante.

En Espagne, il fallut attendre les gouvernements socialistes pour voir à l'œuvre une politique de soutien à la recherche académique, aux initiatives de divulgation (expositions, publications...), et surtout, de reconnaissance symbolique de l'exil, matérialisée par l'attribution de récompenses prestigieuses

54 L'expression est de l'historien Javier Tusell, qui a joué un rôle clé dans le retour du tableau depuis le poste de Directeur général du patrimoine qu'il a occupé de 1979 à 1982. Javier Tusell, « El final de la transición », *El País*, 11 septembre 1981.

55 Cf Josefina Cuesta Bustillo, *La Odisea de la memoria. Historia de la memoria en España*, Madrid, Siglo XX, Alianza Editorial, 2008, p. 315-319.

56 « Proposición no de ley del grupo socialista, sobre reintegración de las últimas emigraciones españolas al proceso de nuestra cultura », *Diario de sesiones del Senado*, 23 juin 1980, p. 3124-3135. Notons que le sénateur Díaz-Marta Pinilla qui présente la proposition évite soigneusement, dans son exposé, l'usage des termes « exil » et « républicain ».

telles que le Prix Cervantes, le Prix Prince des Asturies, la médaille d'Or des Beaux-Arts, etc., à des personnalités saillantes de l'exil : furent ainsi successivement décorés Jorge Guillén (1976), María Zambrano (1981), Rafael Alberti (1983), Francisco Ayala (1991), ou encore Juan Marichal (1989, 1996, 2008)⁵⁷. Mais ces commémorations officielles prenaient soin de dépouiller l'héritage de l'exil de ses éléments les plus politiques et conflictuels pour le convertir en un élément de patrimoine national. L'acérbe Francisco Umbral avait désormais bien décodé ce dispositif quand en 1986, il écrivait : « C'est à cela que servent les grands prix officiels et gériatriques : à remplacer la mémoire par la commémoration, qui est la forme solennelle de l'oubli » (*El País*, 26 mai 1986). Aussi, aucun de ces prix, si prestigieux fussent-ils, n'aboutissait à une incorporation sociale complexe de l'exil à la société démocratique ; comme le résume Mari Paz Balibrea à l'aide d'une élégante métaphore linguistique :

Dans la sémiotique de la Transition et de l'Espagne des années 80, la figure de l'intellectuel ou du politique exilé illustre a été un signifiant dont le signifié était réduit à un passé prestigieux, qu'il fallait capitaliser en évitant autant que possible l'intervention de l'individu porteur du signe⁵⁸.

Plus tard, durant les années de gouvernement socialiste (1982-1996), eut lieu une récupération de certaines figures littéraires et culturelles de l'exil, par le biais de fondations privées partiellement financées par des subventions publiques. Ainsi, la Fondation Ramón J. Sender à Huesca, créée en 1983 ; la Fondation Claudio Sánchez Albornoz à Oviedo, en 1984 ; la Fondation Zenobia Camprubí et Juan Ramón Jiménez à Huelva et la Fondation María Zambrano à Malaga, toutes deux fondées en 1987 ; la Fondation Jorge Guillén à Valladolid (1992), la Fondation Rafael Alberti à Cádiz (1993) ou encore, au début des mandatures du Parti populaire, la Fondation Max Aub à Segorbe (1997). Malgré l'important travail archivistique, scientifique et divulgatif de ces fondations, elles n'en proposaient pas moins un panorama « atomisé » de l'exil républicain, en insistant sur le lien géographique entre l'intellectuel concerné et sa région d'origine, et en institutionnalisant « l'exilé de service » en fonction de logiques culturelles « strictement révérencielles, et soigneusement séparées du politique⁵⁹ ».

En résumé, les initiatives de patrimonialisation de l'exil républicain menées durant la Transition post-franquiste et les vingt premières années de la

57 Cf. Mari Paz Balibrea, « Las condiciones del retorno o cómo se recupera el exilio en las políticas culturales del PSOE (1982-1996) », in Manuel Aznar Soler *et al.* (dir.), *El exilio republicano de 1939. Viajes y retornos*, Sevilla, Renacimiento, 2014, p. 224-238.

58 « En la semiótica de la Transición y la España de los 80, la figura del intelectual o político exiliado ilustre fue un significante cuyo significado se reducía a un pasado prestigioso que había que capitalizar con la menor intervención posible del individuo portador del signo. » Mari Paz Balibrea, « La despolitización de la memoria histórica del exilio republicano en democracia: paradojas, excepciones, y el caso de Jorge Semprún », *Historia del Presente*, n° 23, 2014, p. 119-132.

59 Mari Paz Balibrea, « Las condiciones del retorno », art. cit., p. 228.

démocratie, même si elles ont contribué à une certaine socialisation des savoirs sur l'exil, ont tendu à le reléguer dans les pages d'une histoire considérée comme achevée. Le 20 novembre 1984, lorsqu'une octogénaire María Zambrano rentrait depuis Genève à Madrid, un journaliste d'*El País* écrivit qu'avec le retour de cette « dernière grande exilée » s'achevait un cycle historique : l'exil espagnol de 1939 était donné pour terminé⁶⁰. Les exilés n'étaient plus les témoins vivants des commotions politiques qui expliquaient le récent devenir de l'Espagne, mais les porteurs d'un souvenir réifié, déconnecté du présent, un « poids mort de l'Histoire⁶¹ ». En d'autres termes, l'incorporation de l'exil à la jeune démocratie n'allait pas au-delà d'une reconnaissance symbolique, et attribuait aux survivants revenus de leur exil un rôle purement patrimonial, vidé de son contenu politique, tout comme l'était le récit « équidistant » de la Guerre civile qui était alors promu : celui d'un conflit fratricide dont chaque espagnol portait à la fois la responsabilité et les conséquences⁶².

En patrimonialisant l'exil culturel, ces politiques ont en définitive concouru à l'invisibilisation de l'exil républicain dans sa dimension politique⁶³, et à nier la pertinence des valeurs éthiques dont le combat des exilés était porteur pour la refondation d'une société démocratique. Plus encore que la Guerre civile et la répression franquiste, l'exil républicain fut *echado al olvido*⁶⁴, au nom du pacte tacite de silence (ou, à tout le moins, de non-instrumentalisation politique de l'histoire) passé par les acteurs de la Transition, qui était avant tout destiné à garantir la réconciliation nationale d'une société moderne et orientée vers l'avenir.

Militants exilés et opposition démocratique

Au-delà du procédé de récupération neutralisatrice mis en œuvre par le pouvoir dès la fin du régime franquiste vis-à-vis des exilés les plus « exploi-

60 « Con el retorno a España de la escritora María Zambrano finaliza el exilio español de 1939 », *El País*, 20 novembre 1984.

61 L'expression est de Paul Aubert, dans « Teoría y práctica de la Transición », art. cit., §63.

62 Pour une analyse critique de ce récit mémoriel « d'équidistance », voir Ricard Vinyes, « La memoria del Estado », in Ricard Vinyes (dir.), *El Estado y la memoria. Gobiernos y ciudadanos frente a los traumas de la memoria*, Barcelona, RBA, 2009, p. 23-66 ; notamment p. 27 et 37, et Paloma Aguilar, *Políticas de la memoria y memorias de la política. El caso español en perspectiva comparada*, Madrid, Alianza Editorial, 2008, p. 223-412.

63 Mais aussi, suivant certains auteurs, dans leur dimension culturelle. Ainsi Antonio García Santesmases estime-t-il : « si uno repasa el papel de los intelectuales importantes durante el periodo, observará que ninguno de ellos provenía del exilio. Y no porque no hubieran vuelto a España Francisco Ayala o Juan Marichal, o no nos visitaran otros como Adolfo Sánchez Vázquez. Ninguno de ellos tuvo el influjo que conservaron los referentes del antifranquismo, como Aranguren, Tierno o Sacristán. Fue injusto, pero creo que fue así » (« Los intelectuales en la Transición », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, n° 50, 2016, p. 63-73, en ligne : <https://doi.org/10.4000/bhce.521> [08/03/2020], s.p., §47).

64 Expression popularisée par Santos Juliá, « Echar al olvido. Memoria y amnistía en la transición », *Claves de Razón Práctica*, n° 129, 2003, p. 14-25.

tables », il convient d'analyser plus en détail les dispositifs tactiques et les stratégies discursives utilisés par les principaux partis en lice dans le jeu politique de la Transition à l'égard de ceux des exilés qui n'entendaient pas renoncer à leur militantisme. Mais l'intégration des exilés aux partis d'opposition qui avaient survécu à la dictature franquiste et aux divisions de l'exil était loin d'être un principe acquis. Les exilés républicains pouvaient-ils participer au jeu politique de la Transition, et si oui, à quelles conditions ? Les cas analysés ici mettent en relief les stratégies déployées à l'égard de deux types de militants exilés : les communistes et les socialistes.

L'exil face à la « nouvelle gauche » espagnole

Durant les dernières années du franquisme, le champ politique espagnol d'opposition s'était en effet profondément restructuré, et la divergence entre les militants exilés et ceux de l'intérieur accrue. Les exilés, obsédés par le souvenir de la guerre et leurs dissensions partisans, produisaient sur les opposants de la « nouvelle gauche » espagnole une impression d'anachronisme ; à ces jeunes militants il semblait de plus que les républicains de 1939, à trop songer à la chute de Franco, en avaient perdu le sens de la lutte contre le capitalisme et l'idéal de la révolution. Réciproquement, les réfugiés républicains regardaient avec défiance les intellectuels et les professionnels de cette nouvelle opposition formée durant la dictature : « leur condition de fils de vainqueurs se doublait de la suspicion d'une déformation des consciences produite par le premier franquisme⁶⁵ ». La sensation d'un certain essoufflement au sein du militantisme républicain exilé et l'identification d'un « possibilisme » politique chez les jeunes leaders de l'opposition, oublieux des valeurs de la lutte antifranquiste, convergèrent ainsi au moment de la Transition dans un sentiment de crise expérimenté par les exilés dès avant leur retour en Espagne⁶⁶.

Au sein du Parti communiste espagnol (PCE) comme du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), les divergences tactiques se doublèrent de scissions idéologiques. Dans le cas du PCE, une grande majorité des militants en exil, notamment au Mexique, s'opposait à la mouvance de l'eurocommunisme (voire cultivait son ancrage dans la tradition léniniste, à l'instar d'un Wenceslao Roces) ; tandis que les communistes de l'intérieur tentaient de dépasser le cap du stalinisme en s'insérant dans les mouvements de lutte sociale qui agitaient l'Espagne depuis les années 1960, se forgeant ainsi une

65 Abdón Mateos, « El exilio y la política de la transición. Una reflexión sobre la continuidad de la izquierda parlamentaria », *Espacio, tiempo y forma, Serie V. Historia contemporánea*, n° 13, 2000, p. 171.

66 Jorge de Hoyos Puente, « Retornos y desexilios imposibles: el caso del exilio español de 1939 », in *III Jornadas de Trabajo sobre Exilios Políticos del Cono Sur en el siglo xx, 9 al 11 de noviembre de 2016, Santiago de Chile, Chile*, Ensenada, Universidad Nacional de La Plata, Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, 2016, en ligne: http://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/trab_eventos/ev.9313/ev.9313.pdf [08/03/2020], 19 p.

culture politique démocratique. Au sein du PSOE, les branches exilées traversaient elles aussi une étape d'essoufflement, mais maintenaient contre vents et marées leur ancrage dans le passé républicain et leur refus de faire alliance avec les communistes⁶⁷. À l'inverse, les dirigeants de l'intérieur tendaient à glorifier leur expérience de résistance dans la clandestinité et à souligner leur héritage marxiste, de façon à contrecarrer l'essor du Parti communiste et l'émergence de nouvelles formations socialistes, tout en promouvant un renouvellement générationnel de leurs bases militantes. Dans ce qu'Abdón Mateos identifie comme un rééquilibrage des forces au sein du PSOE, plutôt qu'une franche rupture avec l'exil, la vieille garde des socialistes exilés se trouva cependant isolée au profit de militants plus jeunes, dont une certaine part avait fait l'expérience d'un « exil tardif » doublé ou précédé d'une émigration économique, le plus souvent en France.

Les comités dirigeants du Parti communiste furent également renouvelés autour des années 1970-1972, consacrant le virage du PCE vers l'eurocommunisme et la rupture avec la ligne soviétique. Lors de la neuvième conférence de l'organisation du parti célébrée en 1973 à Mexico, un secteur important des militants exilés se montra très critique envers la direction possibiliste prise par Santiago Carrillo (1915-2012), son secrétaire général, pourtant lui aussi exilé. En 1974, sa décision d'intégrer la *Junta Democrática* aux côtés de l'opposition monarchiste menée par l'*opusdeista* Rafael Calvo Serer fut vivement critiquée depuis le Mexique, où la *Organización Unitaria del PCE* s'opposait à toute issue monarchiste à la crise du régime franquiste. Elle appelait à la fusion des groupes communistes dissidents qui avaient émergé en Espagne et dans l'exil à partir de 1968 dans une vaste alliance des gauches à même de constituer une alternative clairement antifasciste au processus de transition qui s'amorçait⁶⁸. Leurs espoirs furent contrecarrés par la visite de Santiago Carrillo aux autorités mexicaines, qui convainquit celles-ci du manque de représentativité des institutions républicaines en exil et de leur absence d'avenir politique en Espagne⁶⁹.

De même, le congrès extraordinaire du PSOE organisé en août 1972 à Toulouse cristallisa la crise latente du socialisme entre exil et intérieur, et se traduisit par sa scission en une branche « renouvelée » et une branche « historique ». Cette dernière, menée par le vétéran exilé Rodolfo Llopis (1985-1983), qui avait du mal à accepter la relève générationnelle du parti autant le passage de la double tradition ouvrière et libérale à l'ère du post-marxisme, était

67 Jorge de Hoyos Puente, *La utopía del regreso*, op. cit., p. 328-330.

68 *Ibid.*, p. 331.

69 Santiago Carrillo, *Memorias*, Barcelona, Planeta, 1993, p. 604. Carrillo obtint au passage un soutien financier de quatre cent mille dollars de Luis Echevarría pour le financement des activités du parti, qui met en relief, selon Jorge de Hoyos, le double jeu du PRI vis-à-vis de l'opposition espagnole : il soutenait en effet parallèlement les institutions républicaines en exil. Cf Jorge de Hoyos Puente, « México y las instituciones republicanas en el exilio : del apoyo del Cardenismo a la instrumentación política del Partido Revolucionario Institucional, 1939-1977 », *Revista de Indias*, LXXIV-260, 2014, p. 275-306.

minoritaire en Espagne, mais initialement dotée d'appuis certains dans l'exil, surtout parmi les plus vieux militants. Ses soutiens se raréfierent dès 1974, avec la reconnaissance par l'Internationale Socialiste du PSOE rénové comme son référent espagnol, et surtout le congrès de Suresnes, qui permit à Felipe González de confirmer son leadership sur le parti en évinçant Rodolfo Llopis⁷⁰. Le PSOE exilé perdit ainsi la bataille face à celui de l'intérieur. La mue idéologique du socialisme amorcée, le parti élaborait une stratégie habile de conquête d'espace politique dans le contexte d'ouverture contrôlée du régime, basée sur la combinaison d'un discours défendant la voie de la rupture et d'une tactique d'adaptation à la voie réformiste qui était en train de se dessiner pour la transition institutionnelle⁷¹. Une stratégie manifestement éloignée de l'intransigeant rupturisme des socialistes exilés.

Aux plans idéologique et tactique, en somme, la nouvelle ligne adoptée par les deux principaux partis de gauche espagnols dès la fin du régime franquiste avait placé les militants exilés dans une position délicate. Ceci explique que pour beaucoup d'entre eux, la décision du retour ait été retardée au maximum, voire abandonnée. Conscients d'avoir perdu une large part de leur capacité d'influence politique en Espagne, convaincus d'être les derniers idéalistes et les dépositaires de la cause républicaine, certains choisirent de rester en exil pour assumer un rôle testimonial qui se résumait en une phrase : « l'exil ne se rend pas ! »⁷². Cette posture de gardiens de la tradition, assumée par les exilés eux-mêmes, n'allait évidemment pas faciliter leur intégration aux rangs de partis transformés par le renouvellement générationnel et animés de nouvelles préoccupations stratégiques. Comme le résume Jorge de Hoyos :

En voulant entrer dans le jeu politique, les exilés découvrirent que leurs organisations ne leur appartenaient plus, qu'elles ne fonctionnaient plus avec les mêmes langages, les mêmes imaginaires ni les mêmes objectifs. [...] Pour pouvoir jouer la partie, il était nécessaire d'accepter les règles du jeu imposées depuis les derniers pans de la dictature, ce qui était plus que difficile à digérer pour les exilés⁷³.

70 Cf. José Luis Martín Ramos, *Historia del socialismo español*, vol. 4, Barcelona, Conjunto Editorial, 1989, p. 189-195. Sur la figure de Llopis, consulter Bruno Vargas, *Rodolfo Llopis (1895-1983): una biografía política*, Barcelona, Planeta, 1999, et Adelina María Sirvent Garriga, *Rodolfo Llopis y el PSOE en el exilio*, Madrid, Liber Factory, 2014.

71 Voir Juan Andrade, *El PCE y el PSOE en (la) transición. La evolución ideológica de la izquierda durante el proceso de cambio político*, Madrid, Siglo XXI, 2015, chapitre 6. Cette stratégie fut clairement affichée dès la légalisation du parti : « El partido socialista actuará, en la legalidad, con una estrategia tan radical como exigen nuestros principios y tan moderada como aconsejan las circunstancias objetivas de nuestra realidad » (*El Socialista*, 15 février 1977). Un pragmatisme qui porta ses fruits lors des accords de la Moncloa et de l'élaboration du texte constitutionnel, où le PSOE su se montrer ouvert à la négociation sans perdre le prestige de son image de parti dissident.

72 Cf. Inmaculada Cordero Olivero, *Los transterrados y España. Un exilio sin fin*, Huelva, Universidad de Huelva, 1997, p. 262.

73 « Al reivindicarse en lo político, los exiliados encontraron que sus organizaciones ya no les pertenecían, ni funcionaban con sus mismos lenguajes, imaginarios, ni objetivos. [...] Para poder jugar el partido, era necesario aceptar las reglas del juego impuestas desde los

Sur de telles bases, néanmoins, le PCE et le PSOE adoptèrent des stratégies dissemblables quant à l'intégration des exilés en leur sein après la mort de Franco.

Le retour des exilés communistes ou l'iconicisation légitimatrice

Le Parti communiste espagnol (PCE) fait figure d'exception dans le paysage politique d'opposition de la Transition : il ne renonça pas à intégrer l'héritage de l'exil, et en fit même l'un des arguments clés de la reconversion de son image en celle d'un parti démocratique crédible. Selon Abdón Mateos, l'incorporation de l'exil au sein du PCE fut plus complète qu'au sein du PSOE, comme en témoigne la présence, dans les candidatures communistes aux élections de 1977, d'une moitié de têtes de listes nés avant la Guerre civile. Le PCE semblait ainsi disposé à fusionner exil et résistance intérieure dans son projet politique, mais surtout à capitaliser symboliquement les valeurs éthiques incarnées par les exilés. À ce titre, la médiatisation du retour d'exil de ses dirigeants fut un élément fondamental de sa communication.

Le retour des principales figures exilées du communisme était impossible avant l'obtention de l'amnistie et surtout la légalisation du parti : ainsi, en août 1976, le refus d'accorder des passeports à Santiago Carrillo, au général Enrique Líster, à Dolores Ibárruri (la *Pasionaria*) et à sa secrétaire personnelle Irene Falcón, entre autres⁷⁴, fut critiquée par les représentants de divers partis, dont Enrique Múgica (PSOE) et José María Gil Robles (*Federación Popular Democrática*) qui dénonçaient cette « discrimination légale », cette « mesure arbitraire » ou cet « acte politique » contraire au « principe d'égalité devant la loi⁷⁵ ». Le retour de sommités historiques telles que le secrétaire général et la présidente du Parti communiste était donc moins une question en soi qu'un indicateur de normalité démocratique. Carrillo, lorsque fut annoncée la légalisation du parti, affirma ainsi à la presse qu'« à partir d'aujourd'hui, être communiste en Espagne de sera plus un délit » (*La Vanguardia Española*, 12 avril 1977). Le retour de ces exilés fut une importante victoire symbolique pour le parti communiste, car il donna de la consistance historique à sa légalisation et lui garantit une ample couverture médiatique.

L'autre atout déterminant du PCE, à cet égard, fut la figure du poète Rafael Alberti (1902-1999)⁷⁶. Lui aussi contraint à différer son retour jusqu'à la légali-

rescaldos de la dictadura, lo cual resultaba difícil de digerir para los exiliados », Jorge de Hoyos Puente, « Retornos y desexilios imposibles », art. cit., p. 16.

74 Selon *El País*, la Direction générale de la sécurité arguait que ces personnalités, « por haber puesto en peligro o lesionado la vida o la integridad de las personas, no pueden ser acogidas en el decreto-ley de amnistía » (« Denegado el pasaporte a Carrillo, Ibarruri y Líster », 26 août 1976).

75 Cf *El País*, 27 août 1976, et Silvina Jensen, « El imaginario », art. cit., p. 126.

76 Sur ce cas saillant, qui a donc fait l'objet d'une attention critique certaine, voir notamment Mari Paz Balibrea, « Usos de la memoria de la República y el exilio durante la Transición. Los casos de Bergamín y Alberti », in María Ruido (dir.), *Sobre imágenes, lugares y políticas de*

sation du parti, son arrivée en Espagne, le 27 avril 1977, fit les gros titres dans toute la presse nationale. Le poète assumait pleinement la posture de réconciliation du PCE : il s'était entretenu peu avant avec Juan Carlos I en personne à Rome, pour lui demander l'amnistie collective de tous les exilés⁷⁷ ; l'image de leur poignée de main fit naturellement le régal de la presse. Les déclarations effectuées à son retour, à l'instar de celles d'un Sánchez Albornoz qui arborait pourtant une position politique bien distante de la sienne, venaient donc ratifier le récit de la récupération culturelle et de la réconciliation : « Je suis parti d'Espagne avec le poing levé, mais j'y reviens aujourd'hui avec la main tendue, en signe de réconciliation avec tous les Espagnols », déclara le poète au pied de l'avion (*Informaciones*, 27 avril 1977). On notera que le retour de la poétesse María Teresa León, qui accompagnait son époux, ne fut guère signalé qu'en vertu de son statut marital, et non de sa propre condition d'écrivaine exilée...

Le retour d'Alberti fut habilement capitalisé par le Parti communiste, qui en fit une icône populaire de l'identification entre communisme et démocratie. Invité par le PCE à figurer sur les listes électorales des élections de 1977, le poète fut élu député de Cadix et intégré à la « mesa de edad » du Congrès des députés aux côtés de la *Pasionaria*, avec laquelle il présida la session inaugurale des premières Cortes démocratiques de 1977 : un symbole fort de continuité entre passé et présent, qui se convertit aussitôt en l'une des images d'Épinal de la Transition.

Pendant, cette convergence entre exil et intérieur, qui fait du PCE une exception dans le panorama politique de la période, montra rapidement ses limites. Le retour triomphal des trois figures de Carrillo, Ibárruri et Alberti et leur entrée aux Cortès de 1977 masqua mal les décevants résultats du parti lors de ces élections : mettre en avant des leaders vieillissants s'avéra être une stratégie moins payante que celle du PSOE, qui avait misé, comme on le verra, sur une image jeune et dynamique, plus à même de séduire un électorat avide de changement et de modernité.

L'exilé Santiago Carrillo passa néanmoins à la postérité comme l'un des acteurs-clés de la période, pour avoir eu l'intelligence tactique d'accepter la transaction que lui avait proposé Adolfo Suárez afin de légaliser le parti, et d'entériner ainsi le réformisme transitionnel en substituant à l'alternative « république ou monarchie » celle de « dictature ou démocratie. » Mais cette aura (non dénuée de zones d'ombre, essentiellement liées à sa mémoire sélective des crimes de guerre du PCE) ne suffirait pas à contrecarrer la montée en force des jeunes rénovateurs de l'organisation : il fut contraint de démis-

memoria, Santiago de Compostela, Xunta de Galicia, Conselleria de Cultura e Deporte, Centro Galego de Arte Contemporanea, 2008, p. 443-453 ; Giulia Quaggio, *La cultura en transición*, *op. cit.*, p. 240-244 ; et Iván López Cabello, « Alberti y Bergamín: dos voces antagónicas del exilio republicano de 1939 ante la España de la Transición », in Manuel Aznar Soler *et al.* (dir.), *El exilio republicano de 1939. Viajes y retornos*, Sevilla, Renacimiento, 2014, p. 638-647.

⁷⁷ La rencontre, qui eut lieu à l'ambassade espagnole au Vatican (Alberti s'était installé à Rome en 1963), est relatée par Giulia Quaggio, dans *La cultura en Transición*, *op. cit.*, p. 241.

sionner de son poste de secrétaire général du parti en 1982, avant d'en être littéralement expulsé en 1985⁷⁸.

Les autres « retournés » communistes de 1977 abandonnèrent d'eux-mêmes la politique active, tels Dolores Ibárruri (1895-1999), qui consacra ses vieux jours à sa foi catholique retrouvée, ou Wenceslao Roces (1897-1992), qui en raison de son grand âge quitta le siège de sénateur des Asturies auquel il avait été élu en 1977, et choisit de rentrer au Mexique après avoir constaté son échec à jouer un rôle auprès des jeunes générations de communistes⁷⁹. Alberti renonça également à son mandat de député, comme il l'avait annoncé, pour reprendre son activité littéraire. Cette dernière fait elle aussi exception parmi les exilés de 1939, par sa profusion comme par sa reconnaissance : le poète reçut quantité de prix et d'hommages, qui montrent une fois de plus que la récupération de l'exil dans l'Espagne post-franquiste fut avant tout une affaire culturelle. Un article d'*El País* évoquant son parcours à quarante ans de distance parle ainsi encore de la « justice poétique » qui fut symboliquement rendue à l'exil par l'Espagne démocratique avec la célébration des retours d'Alberti et de la *Pasionaria*⁸⁰. Une justice purement symbolique, donc, qui ne saurait se substituer à une authentique « justice transitionnelle », laquelle demeure encore introuvable en Espagne, en particulier pour le cas des exilés⁸¹.

Un événement qui eut lieu peu après le retour d'Alberti montre bien quel type de dissonances pouvait provoquer l'incorporation de l'exil dans une société à la recherche de modération et de fraternisation, au prix de l'oblitération des aspects conflictuels de son passé. Le poète, en mai 1977, organisa aux arènes de Barcelone un acte de solidarité avec les victimes des dictatures du Cône Sud (*El Correo Catalán*, 15 mai 1977). Il y évoqua la figure de Pablo Neruda et son rôle dans l'évacuation de réfugiés républicains de la France vers le Chili en 1939, ainsi que la présence actuelle en Espagne de nombreux opposants aux dictatures chilienne, uruguayenne et argentine. Les recensions de l'événement montrent selon Silvina Jensen que le sujet retenait particulièrement l'attention de la presse : l'Espagne était partagée entre la reconnaissance de sa « dette » envers

78 Cf. Fernando Jaúregui, « Santiago Carrillo y 18 de sus seguidores, expulsados de los órganos de dirección del PCE », *El País*, 20 avril 1985. L'auto-exclusion de Carrillo met en relief la crise interne du parti, précipitée par le coup d'État du 23 février 1981, qui renforça l'image de parti de gouvernement du PSOE, et qui se solda par les résultats catastrophiques du PCE aux élections de 1982 puis par l'implosion du parti. Voir Juan Andrade, « La crisis de los renovadores : eurocomunismo sí pero no así », in *El PCE y el PSOE en (la) transición*, op. cit., chapitre VI.

79 Cf. María Díaz Regañón et Antonio Santos García, « Wenceslao Roces. El efímero retorno », in Josefina Cuesta Bustillo (dir.), *Historia Social del movimiento obrero. Retornos (de exilios y migraciones)*, Madrid, Fundación Largo Caballero, 1999, p. 271-287.

80 Berna González Harbour, « Pasionaria y la justicia poética », *El País*, 15 juin 2017.

81 Sans entrer ici dans la question très débattue de l'absence de « justice transitionnelle » en Espagne (et de la pertinence de son éventuelle application « à retardement »), qui participe de la mouvance critique du processus dans son ensemble, mentionnons seulement avec Antolín Sánchez Cuervo (« Justicia transicional », art. cit.) que l'exil est le plus souvent absent de la réflexion sur la mémoire des victimes de la Guerre civile et du franquisme.

l'Amérique Latine pour l'accueil de ses exilés républicains, et la préoccupation que suscitait la supposée dangerosité des nouveaux réfugiés politiques latino-américains fuyant des dictatures. Ces derniers venaient ainsi « rappeler les limites d'une approche strictement culturelle, historique et commémorative de l'exil, en restituant ou en réalimentant les aspects les plus politiques et conflictuels de l'expérience exilique de la défaite républicaine et de la lutte antifranquiste⁸² ».

L'exil était-il soluble dans le socialisme ?

C'est précisément ce passé conflictuel que le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de la Transition chercha à gommer de son discours mémoriel, tout en mettant en place une stratégie « d'éclipse » de ceux des exilés qui ne coïncidaient pas avec sa nouvelle ligne politique. Comme le rappelle à juste titre Mari Paz Balibrea, « le PSOE, à la différence de l'UCD, n'avait pas un passé franquiste à se faire pardonner en donnant des preuves de générosité et de tolérance envers le patrimoine républicain⁸³. » En ce sens, Felipe González fit en sorte, suivant Abdón Mateos, de promouvoir une « politique commémorative discrète ou de basse intensité⁸⁴ », afin d'éviter une excessive identification idéologique du PSOE rénové avec les symboles de la Seconde république – facteur de divisions potentielles –, tout en incorporant la mémoire de l'exil *via* la reconnaissance de sa contribution à la continuité de l'organisation.

À titre d'exemple, la cérémonie de rapatriement des restes du ministre républicain Francisco Largo Caballero (décédé à Paris en 1946, peu après sa libération d'un camp de concentration nazi) prévue en avril 1978 présentait un enjeu qui excédait de loin la simple question mémorielle. Il s'agissait en effet pour le PSOE de négocier la transition idéologique de ses adhérents vers la ligne sociodémocrate tout en maîtrisant sa base syndicale, afin de se ranger en ordre de bataille pour les prochaines élections. Or l'hommage à Largo Caballero risquait de raviver le souvenir des affrontements entre les courants politique et syndical du socialisme durant la Seconde république, qui avaient provoqué la scission entre les partisans de Largo Caballero et ceux d'Indalecio Prieto, longtemps prolongée dans l'exil. Felipe González ne pouvait ainsi se revendiquer de l'esprit social-démocrate de Prieto sans risquer de froisser syndicats et sections exilées du PSOE. Lors de la cérémonie, il accepta donc de céder la part belle à Nicolás Redondo, le leader du syndicat UGT. L'acte, qui d'après la police regroupa plus de quatre cent mille personnes⁸⁵, fut l'une

82 Silvina Jensen, « El imaginario », art. cit., p. 115.

83 Mari Paz Balibrea, « Las políticas de la memoria y el uso político del exilio por los gobiernos democráticos », in *Líneas de fuga*, op. cit., p. 509.

84 Abdón Mateos, « El uso público del antifranquismo y del exilio después de Franco », *Alcores : revista de historia contemporánea*, n° 11, 2011, p. 19-38.

85 Joaquín Prieto, « Los restos de Largo Caballero, en el cementerio civil de Madrid », *El País*, 9 avril 1978. À la cérémonie assistèrent les dirigeants de tous les partis de gauche espagnols, et notamment du PCE, du PSP de Tierno Galván, ainsi que d'ARDE.

des manifestations publiques les plus significatives de la Transition⁸⁶ ; et met bien en relief la soif de de commémoration de son héritage historique de la gauche espagnole. Mais le secrétaire général du PSOE s'appliqua dorénavant à faire évacuer du discours mémoriel du PSOE les évocations des dissensions partisans surgies durant le *Frente Popular*.

On comprend mieux pourquoi le Parti socialiste ne fit pas ostentation comme le Parti communiste du retour de ses militants exilés, dont la figure vieillissante ne cadrait guère avec l'image de dynamisme et de modernité dont il voulait se doter. L'incorporation des socialistes exilés au PSOE rénové releva donc d'une sorte d'assimilation silencieuse que certains d'entre eux vécurent comme une asphyxie, voire une exclusion⁸⁷. Quelques cas, comme celui de Rodolfo Llopis, sont à ce titre parlants. Après l'échec de son PSOE historique à obtenir l'appui du président mexicain Luis Echeverría (lequel préféra soutenir le PSOE rénové), et avoir été évincé du secrétariat général du parti, il avait décidé de rentrer en Espagne en janvier 1976, pour continuer d'y promouvoir sa ligne politique. Candidat malheureux de l'Alliance Socialiste Démocratique⁸⁸ aux élections générales de 1977 pour le Sénat, il abandonna la politique et finit par retourner en France ; il mourut à Albi en 1983. Un autre cas révélateur est celui du fervent fédéraliste Anselmo Carretero (1908-2002), ingénieur de formation, exilé au Mexique (où il participa à la fondation du *Colegio de México* et de la revue *Las Españas*, et fut longtemps président de la *Agrupación Socialista*), qui tenta de jouer un rôle dans la restructuration du PSOE. Il participa au XXVII^e congrès du parti à Madrid en décembre 1976, et y défendit un amendement en faveur du fédéralisme, qui échoua (*Pueblo*, 10 août 1977) ; néanmoins sa proposition ne fut pas tout à fait écartée du programme du parti, mais plutôt « édulcorée et modérée⁸⁹. » Il s'en montra d'abord satis-

86 En comparaison, la cérémonie de rapatriement des restes de Niceto Alcalá-Zamora (mort en exil à Buenos Aires en 1949) qui eut lieu l'année suivante au cimetière religieux de la Almudena eut lieu dans la plus stricte intimité, ce qui provoqua les protestations d'Eduardo Prada Manso, président d'ARDE, qui estimait que la mémoire de l'ex-président de la Seconde république appartenait au patrimoine historique collectif. La limitation la cérémonie au cercle privé fut présentée comme une décision de la famille ; mais d'après *El País*, celle-ci disait avoir reçu des « presiones externas para que el entierro no se convirtiera en un acontecimiento público ». (« Los restos de Alcalá Zamora, enterrados reservadamente en Madrid », *El País*, 12 août 1979).

87 Le terme est sans ambages employé par Jorge de Hoyos Puente, *La utopía del regreso*, op. cit., p. 330.

88 Alliance électorale formée en 1976 entre le PSOE historique de Llopis, le *Partido socialista democrático español* d'Antonio García López et le *Partido Laborista* de Valence, elle ne survécut pas aux élections de 1977.

89 L'expression est de Jorge de Hoyos (*ibid.*, p. 335). Abdón Mateos et Giulia Quaggio estiment que ces thèses y furent acceptées sans débat en profondeur (« Nación y estado en el socialismo español hasta 1992 », in Juan Daniel Molina Jiménez (dir.), *La España del pueblo. La idea de España en el PSOE desde la Guerra civil hasta 1992*, Madrid, Sílex, 2015, p. 25). Vega Rodríguez-Flores Parra juge en revanche que son influence sur le socialisme espagnol de ces années a été très faible, « pour ne pas dire inexistante », et qu'il y était une figure isolée (« El PSOE de congreso a congreso : ¿de nación a nación? (1974-1979) », in Ferrán Archilés, Julián

fait ; mais la configuration ultérieure des Communautés autonomes le déçut (il publia dans *El País*, en septembre 1981, trois articles sur le sujet). Il préféra finalement retourner au Mexique : c'est là qu'il mourut, toujours exilé, en 2002.

Cette opération de mise à l'écart des exilés socialistes n'était pas seulement le fruit d'une logique de renouvellement générationnel ; d'autres militants exilés, âgés seulement d'une cinquantaine d'années, subirent un délaissement comparable. Abdón Mateos cite par exemple le cas de Néstor de Buen (1925-2016), spécialiste du droit du travail et dernier président de la *Agrupación Socialista* de Mexico, qui lui confia : « en 1982 j'ai offert mes services à Felipe González, sans succès. J'ai l'impression que mon statut de vétéran politique et mon curriculum professionnel ont davantage été un fardeau qu'un atout dans la concurrence engagée avec d'autres compagnons pour l'obtention de postes techniques au Gouvernement ». C'est un accueil similaire que reçut le physicien Carlos Vélez (1927-2012), expert alors internationalement reconnu de l'énergie atomique et membre éminent du PSOE en exil au Mexique, lorsqu'il s'installa à Madrid en 1982 pour y offrir ses services au parti : il y fut purement et simplement ignoré⁹⁰.

En 1982, la victoire triomphale du PSOE aux élections générales ne fit donc pas l'unanimité au sein des exilés. Si certains, non sans une certaine naïveté⁹¹, y virent une revanche historique, d'autres estimèrent que cette victoire signait en réalité leur troisième défaite après celles de 1939 et de 1945. Comme l'estime Jordi Gracia, la dernière tragédie de l'exil fut sa relégation à l'arrière-plan d'une gauche politique et sociale qui n'avait, au fond, pas besoin des exilés. La valeur symbolique de la défaite, qu'ils rappelaient au corps social par leur simple présence, n'était pas à même d'activer la confiance en l'avenir qui serait le combustible de la démocratie ; et leur revendication de la légitimité démocratique républicaine, car elle supposait un bond vers le passé, s'avéra contreproductive : « le prix politique du futur était le sacrifice de l'exil », résume Jordi Gracia⁹². C'est le socialisme qui comprit le mieux cet enjeu et sut personifier la promesse de faire de l'Espagne un pays européen, moderne, démocratique ; *normal*, en somme.

En témoigne la seule figure de l'exil que le PSOE capitalisa : celle de Jorge Semprún (1923-2011), exilé tardif dont le passé militant, forgé durant les années 1950 et non pendant la Guerre civile, depuis la clandestinité de l'intérieur et non depuis le « confort » de l'exil, avait fait un mythe pour les

Sanz (dir.), *Cuarenta años y un día. Antes y después del 20-N*, Valence, Universitat de València, 2017, p. 300). Il s'agirait en somme d'un cas typique « d'invention de la tradition » : Jordi Solé Tura, l'un des « pères » de la Constitution de 1978, se revendiquera par exemple de lui en 1992 (« Anselmo Carretero y el nuevo federalismo », in *Los pueblos de España*, Barcelona, Hacer, 1992, p. 7-13).

90 Cas relaté par Jorge de Hoyos Puente, *ibid.*, p. 334.

91 Voir par exemple María Luisa Mendoza, « España, hombre que preña », *Boletín del Centro Republicano Español*, n° 72, novembre 1982, p. 5.

92 Jordi Gracia, *A la intemperie. Exilio y cultura en España*, Barcelona, Anagrama, 2010, p. 197.

jeunes générations de résistants espagnols et une figure de proue moderne et actuelle pour la Transition⁹³. C'était surtout un communiste repentant dont la dénonciation des pratiques antidémocratiques du PCE exilé (dans son *Autobiografía de Federico Sánchez*, l'un des ouvrages les plus retentissants de la Transition, lauréat du prix Planeta à l'automne 1977) vint à point nommé pour neutraliser le PCE comme aspirant au pouvoir et renforcer l'image de parti désuet que lui donnait l'exhibition publique de ses vieux militants exilés. L'évolution idéologique de Semprún depuis la foi stalinienne jusqu'à un réformisme socio-démocrate et européenisme lui vaudrait, lorsque Felipe González l'invita à diriger le Ministère de la culture (1988-1991), d'être le seul exilé à avoir exercé des fonctions institutionnelles dans la démocratie. Selon Mari Paz Balibrea, la figure de Semprún est un cas isolé dans le panorama d'oubli mémoriel post-franquiste, car il incarnait une rare continuité entre république et monarchie, exil et démocratie, qui apporta au PSOE l'ingrédient de légitimation morale qui lui manquait.

On pourrait estimer que Semprún fut en quelque sorte l'arbre qui cacha la forêt. Doit-on en conclure que l'exil a été occulté, ou éclipsé par les socialistes ? Pour Abdón Mateos, du point de vue de la culture politique, le PSOE a promu une certaine continuité avec l'expérience de l'exil ; une logique qui se prolongerait, comme on l'a vu, dans ses politiques culturelles une fois au pouvoir. Mais la mémoire de l'exil a surtout joué pour ce parti un rôle symbolique, sans qu'il consentît à l'intégrer fonctionnellement ni idéologiquement à son organisation et à sa culture politique.

Cet amer constat, que dressèrent bien vite les exilés, contribua à la désillusion qu'ils expérimentèrent après leur retour en Espagne, qui anticipait d'une certaine façon celle du *desencanto* qui se fit jour au sein de la société espagnole peu après l'instauration de la démocratie⁹⁴. Le pragmatisme de la gauche parlementaire qui avait transigé avec la monarchie, son absence de maximalisme, son *chaquetismo* voire son *fregolismo* (du nom d'un célèbre transformiste espagnol du début du siècle) faisaient regretter aux militants exilés les temps idéologiquement exaltés de leur jeunesse, et douter de la foi républicaine de leurs supposés représentants. Aucun des exilés de 1939, même parmi les plus jeunes, ne fut jamais appelé à des fonctions d'État, et les politiques gouvernementales post-franquistes, même une fois le socialisme au pouvoir, n'ouvrirent jamais la boîte de Pandore des réparations.

93 Cf. Marta Ruiz Galbete, « Intelectuales con cabeza de chorlito. Jorge Semprún contra el eurocarrillismo », *Bulletin d'Histoire contemporaine de l'Espagne*, n° 30-31, 1999-2000, p. 390-406, et Mari Paz Balibrea, « La despolitización de la memoria histórica del exilio republicano en democracia : paradojas, excepciones, y el caso de Jorge Semprún », *Historia del Presente*, n° 23, 2014, p. 119-132.

94 Sur cette notion, voir Juan Pecourt, *Los intelectuales y la transición política. Un estudio de campo de las revistas políticas en España*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, 2008, p. 263-273 ; et Santos Juliá, « Después de la Constitución. Entre la legitimidad y el desinterés », in José Carlos Mainer et Santos Juliá, *El aprendizaje de la libertad, op. cit.*, p. 54-60.

Les usages publics de la mémoire de l'exil républicain de 1939 (ou plus exactement de quelques-unes de ses personnalités intellectuelles saillantes) mis en œuvre par les acteurs de l'Espagne de la Transition – récupération neutralisatrice au moyen d'une politique commémorative réduite à la sphère culturelle ; intégration symbolique de leurs figures au service des logiques tactiques ou discursives en place (discours de réconciliation et/ou de légitimation historique) ; obstruction active ou passive de leurs possibilités d'action dans le nouveau système politique – convergent en somme, et à de rares exception près, vers un résultat commun : l'oblitération de la dimension politique de l'exil et son instrumentalisation au service de la légitimation de l'ensemble du processus transitionnel.

Conclusion

Pistes pour une évaluation de l'intégration de l'exil à l'Espagne démocratique

L'exil culturel et politique de 1939, eu égard à son exceptionnelle durée et, partant, à son décalage biochronologique, pouvait-il être intégré dans l'Espagne post-franquiste par une autre voie que celle de la patrimonialisation ? Selon Jordi Gracia⁹⁵, le tissu humain et imaginaire des classes moyennes espagnoles, avec lequel les exilés avaient irrémédiablement perdu le lien malgré leurs contacts épisodiques avec certains intellectuels de l'intérieur, ne pouvait absorber la culture exilée autrement que comme un héritage respecté, mais asynchrone. Les exilés « avaient été victimes du franquisme et allaient l'être désormais aussi de la démocratie en marche », résume l'historien. Car, comme le rappelle Paul Aubert, « la Transition fut sociale et discursive avant que d'être politique⁹⁶ » : la Transition fut avant tout construite comme un récit, à même de susciter l'adhésion de l'ensemble de la communauté citoyenne, qui sous-tendrait le processus de changement institutionnel.

Or ce récit collectif pointait conceptuellement vers l'avenir et non vers le passé ; aussi ne pouvait-il intégrer le fait de l'exil, dont la marginalité intrinsèque (à la fois spatiale et temporelle) le rendait *de facto* anachronique, décalé, hors cadre. Comme l'a analysé Mari Paz Balibrea en 2007 depuis une perspective croisant philosophie et histoire culturelle, et ainsi que le résume Juan Andrade d'un point de vue politique, l'exil représentait « la suspension temporelle d'une trajectoire historique avortée dans le passé, et ne cessait de réclamer un futur que le présent de la Transition triomphante refusa de lui donner⁹⁷ ». Complexe à assimiler culturellement, il était plus ardu encore à

95 Jordi Gracia, *A la intemperie*, op. cit., p. 202-204.

96 Paul Aubert, « Teoría y práctica de la Transición », art. cit., §48.

97 Mari Paz Balibrea, *Tiempo de exilio. Una mirada crítica a la modernidad española desde el pensamiento republicano en el exilio*, Barcelona, Montesinos, 2007, et Juan Andrade, « El ensayo político en

intégrer politiquement : il était le légataire d'un régime politique « si distinct dans ses formes, ses contenus et ses aspirations » de celui que le consensus transitionnel synthétisa dans la Constitution de 1978, que la démocratie espagnole « ne voulait, ni ne pouvait se réclamer de son héritage ». Les alternatives au franquisme qu'il suggérait étaient à ce point distinctes de l'issue privilégiée par les acteurs de la Transition « qu'une incorporation complète de l'exil qui les eût toutes incluses n'aurait pas laissé de questionner la voie finalement imposée ».

L'incommodante présence des quelques intellectuels exilés rentrés en Espagne au cours de la Transition explique donc la stratégie de désactivation de la dimension politique de l'exil républicain dans son ensemble qui fut déployée par ses principaux acteurs, gouvernementaux comme d'opposition. Cette neutralisation était le préalable nécessaire à sa récupération d'une part, et à sa patrimonialisation de l'autre. Mais cette double logique a abouti à fossiliser l'exil dans une fonction purement testimoniale : celle d'incarner la continuité retrouvée avec le passé de la *Edad de Plata* et de personnifier le désir de réconciliation nationale, par-delà les blessures de l'histoire, de la société espagnole post-franquiste. Pour transposer à l'exil la métaphore freudienne qu'emploie Ricard Vinyes au sujet de la Transition en général⁹⁸, si dans ce processus la réconciliation fut le totem, le républicanisme fut le tabou.

La réintégration de l'exil à la culture de la Transition s'est donc faite au moyen d'une rhétorique émotionnelle hyperbolique qui a eu pour résultat non seulement de le dépolitiser, mais aussi de gommer sa complexité. Car comme le rappelle Fernando Larraz, « l'exil, même aujourd'hui, est une réalité rétive à la volonté agglutinatrice de l'historien : trop dispersée, trop inconnue, trop difficile à regrouper sous des catégories unificatrices⁹⁹. » Il était à plus forte raison quasiment impossible, dans les années 1970, à réintégrer dans sa consubstantielle hétérogénéité. Aussi la réception de l'exil dans l'Espagne de la Transition s'est-elle faite au prix d'une simplification réductrice où l'argument de la réconciliation était, par sa plasticité, le plus efficace pour instrumentaliser l'exil à des fins de légitimation symbolique du processus de réforme politique en cours.

À ce récit mémoriel d'un exil unifié et réconcilié se superposèrent deux autres, qui en furent les corollaires, ou plutôt les prémices. L'un est le récit de la culture de la résistance anti-franquiste, qui suivant Javier Muñoz Soro a pris pour vecteur principal la mémoire des intellectuels ayant évolué du franquisme vers la démocratie (et des libéraux « revenus à leur place »),

el exilio español (1939-1977) », in Mario Martín Gijón (dir.), *El ensayo del exilio republicano de 1939. I. España y el mundo. Filosofía y política*, Sevilla, Renacimiento, 2018, p. 195-196.

⁹⁸ Ricard Vinyes, « La memoria del Estado », art. cit., p. 35. L'auteur estime que dans la construction mémorielle de l'État démocratique espagnol, le mythe de la Transition s'est converti en un totem, tandis que son processus causal (*i.e.* son institutionnalisation à partir de la dictature), est resté tabou.

⁹⁹ Fernando Larraz, « El lugar del exilio », art. cit., p. 531.

pour faire d'eux le (seul) pont vers les nouvelles générations qui mirent en œuvre le régime de 1978¹⁰⁰. L'autre est celui de la mémoire traumatique de la Guerre civile, mise en scène comme le résultat inévitable du chaos de la Seconde république, qui impliquait de faire table rase de ce passé violent pour fonder la concorde du futur. Ces narrations, forgées bien avant la fin de la dictature par les autorités franquistes elles-mêmes et instillées dans la conscience collective au moyen d'une soigneuse propagande, convergèrent vers un même résultat : l'oblitération du fait que l'État démocratique, loin d'avoir démantelé le régime franquiste, fut institué sur ses bases mêmes. Un fait que les intellectuels exilés n'eurent de cesse de pointer, avant, pendant et après la Transition.

Le traitement de l'exil dans la période de l'après-franquisme est en somme représentatif des failles éthiques du récit fondateur de la démocratie espagnole, dont la société et la classe politique n'ont pu mesurer les conséquences qu'à long terme. Sans entrer dans la question épineuse des liens entre les défauts structurels du régime de 1978 et les crises multiples qui bouleversent l'Espagne depuis le début du xx^e siècle (crise économique et son cortège d'inégalités sociales, éclatement du système des partis et crises gouvernementales répétées, question de l'indépendantisme catalan...), on ne peut que souligner que cette mise en lien est récurrente dans les discours des acteurs politiques actuels (ne fût-ce que pour les contester). Comme le résume ironiquement une historienne critique des « mythes et mensonges » de la Transition, Bénédicte André-Bazzana, si la Transition avait été si parfaite, jugerait-on la démocratie espagnole si déficiente aujourd'hui ?

Du point de vue qui nous occupe, on peut estimer que la mémoire de l'exil républicain de 1939, oblitérée dans sa signification intrinsèquement politique, constitue l'un de ces « chaînons manquants » du récit axiologique fondateur de la Transition et de la démocratie postérieure. On peut donc se demander ce qu'une intégration sociale et politique complète des exilés après leur retour, ou à tout le moins une attention portée à leur discours au sujet du processus transitionnel, auraient pu apporter à l'Espagne dans la mise en œuvre de celui-ci. Les intellectuels exilés, alors relégués aux « catacombes de l'histoire », n'avaient-ils pas averti les acteurs de la Transition de nombre des écueils qui les attendaient ? La réponse à cette question – qui ne relève pas de l'histoire-fiction mais devrait reposer sur une analyse transversale minutieuse de la production critique des exilés durant cette période – constitue selon nous l'un des champs qui restent à explorer dans l'historiographie de l'exil républicain espagnol, malgré la pléthore d'études qu'il a depuis suscité.

100 Voir Javier Muñoz Soro, « De los intelectuales y su pasado: usos públicos de la cultura antifranquista », *Alcores. Revista de historia contemporánea*, n° 11, 2011, p. 41-64 ; article qui a fait l'objet d'une version préalable, ici citée : *Documento de trabajo del Seminario de Historia de la Fundación José Ortega y Gasset*, 17 juin 2010, 33 p. ; cit. p. 32.

Car on ne peut nier, à ce titre, que le corpus de l'exil de 1939 a été largement réintégré à la culture espagnole¹⁰¹, et ce dès le milieu des années 1980, au moyen d'une recherche académique prolifique (quoique disséminée), mais bien socialisée par son prolongement dans d'innombrables publications, expositions, films documentaires, programmes télévisés, œuvres littéraires, etc. Une inflation commémorative qui ferait même, selon Javier Muñoz Soro¹⁰², courir à l'exil le risque de devenir un « lieu de mémoire » sanctuarisé, mais toujours aussi dépolitisé (raison pour laquelle la mémoire de l'exil aurait d'ailleurs fini par supplanter celle du militantisme anti-franquiste clandestin). Un tel jugement, qu'il ne convient pas de discuter ici, met en tout cas clairement en relief qu'un conflit de mémoires est encore à l'œuvre dans l'Espagne d'aujourd'hui.

Une question latente que pose ce constat est donc celle de la capacité, aujourd'hui, d'une politique mémorielle (puisque'il est sans doute trop tard pour une politique de réparation autre que symbolique) à restaurer l'exil dans ses multiples dimensions, et à en rendre la pensée féconde pour penser les enjeux du présent : par exemple, l'exil ne questionne-t-il pas la forme même de l'État-nation, invitant à repenser la citoyenneté depuis le cosmopolitisme et le transnationalisme¹⁰³ ? Quels usages publics pourraient être faits aujourd'hui de cette pensée critique, quel serait son apport à la construction d'un récit mémoriel partagé à même de refonder une coexistence sociale qui apparaît de toutes parts menacée ?

En-deçà de la question de la politique mémorielle, se pose enfin celle de la pertinence même d'une telle réintégration : faut-il, comme le réclame Silvina Jensen pour le cas argentin¹⁰⁴, « *désexiler* l'exil, le sortir de son extériorité, le réassocier » ? Ou bien, comme le suggère Mari Paz Balibrea, le préserver dans sa double marginalité spatiale et temporelle, ce hors-champ géographique et historique qui est précisément « l'endroit » auquel il appartient et duquel il a le plus à nous dire ?

101 Sauf peut-être dans le cas de l'exil philosophique, dont Antolín Sánchez Cuervo juge la récupération encore « déficiente » : là encore, la concentration sur un cas saillant (celui de María Zambrano, concrètement) masque l'absence de visibilité des autres (José Gaos, Eduardo Nicol, Ramón Xirau, José Ferrater Mora...). Voir « La épica transicional y la recepción del pensamiento del exilio en la España democrática », in Mari Paz Balibrea (dir.), *Líneas de fuga*, op. cit., p. 514-522.

102 Javier Muñoz Soro, « Los intelectuales en España, de la dictadura a la democracia (1939-1986) », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, n° 50, 2016, p. 15-32, en ligne : <https://doi.org/10.4000/bhce.479> [08/03/2020], §32.

103 C'est en tout cas ce que mettent en relief des travaux récents tels que ceux d'Antolín Sánchez Cuervo depuis la philosophie ; voir la synthèse de ces problématiques qu'il propose dans « Exilio como cultura política », in Mari Paz Balibrea (dir.), *Líneas de fuga*, op. cit., p. 190-195.

104 Silvina Jensen, « Exilios. Desafíos y potencialidades de la agenda del nuevo milenio », in María Soledad Lastra (dir.), *Exilios. Un campo de estudios en expansión*, Buenos Aires, CLACSO, 2018, p. 239.

L'exil, évalué depuis le début des années 2000 au même prisme de « récupération de la mémoire historique » que l'ensemble de la séquence englobant Seconde république, Guerre civile, franquisme et Transition, fait désormais l'objet d'une réappropriation complexe et critique qui a mis fin au « consensus hégémonique » à son sujet¹⁰⁵, et réactivé à la fois sa dimension politique (manifestement toujours conflictuelle) et sa potentialité critique pour le présent. Un exil sans fin, donc, comme l'entrevoyait déjà le philosophe exilé Adolfo Sánchez Vázquez en 1977¹⁰⁶, mais qui depuis la marge, ne cesse d'interroger la société du présent sur les valeurs qui la fondent, les tensions qui la traversent et l'avenir qu'elle souhaite se donner.

105 Mari Paz Balibrea, qui emploie cette expression dans « Las condiciones del retorno », art. cit., p. 233, et « La políticas de la memoria », art. cit., p. 511, rappelle que c'est au milieu des années 1990 que la logique politique transitionnelle de « non agression » s'est effondrée, lorsque le Parti Populaire au pouvoir a pu se revendiquer des valeurs de la Seconde république (montrant par là même le degré d'abstraction qu'elles avaient atteintes), suscitant en réaction la réactivation de l'usage politique du passé par le PSOE, d'abord depuis l'opposition puis depuis le gouvernement ; et que cet usage a ouvert la voie à la « repolitisation » de la mémoire de la séquence historique récente.

106 Adolfo Sánchez Vázquez, « Cuando el exilio permanece y dura (a manera de epílogo) », in Lizandro Chávez Alfaro *et. al.*, *¡Exilio!*, México, Tinta Libre, 1977 ; rééd. sous le titre de « Fin del exilio y exilio sin fin », in *Recuerdos y reflexiones del exilio*, Sant Cugat del Vallés, Universitat Autònoma de Barcelona, Associació d'Idees, 1997, p. 45-46.

Table des matières

Elisabel Larriba, Eduardo González Calleja Prologue	5
Liste des principales publications du professeur Paul Aubert	15
Elisabel Larriba La solidarité de Jean-Baptiste Esménard avec les <i>afrancesados</i> dans l’affaire Clausel de Coussergues (1817)	27
Gérard Dufour Le libéral malgré lui Leandro Fernández de Moratín pendant la seconde Révolution d’Espagne (1820-1823)	47
Emilio La Parra Félix Mejía, crítico radical de la monarquía a comienzos del siglo XIX	73
Gérard Chastagnaret L’État et la vérité avant tout Federico Botella y de Hornos, ingénieur des mines	87
Almudena Delgado Larios Crisis política y diálogo intelectual « hispánico » (1853-1854)	105
Jordi Casassas Ymbert La persistencia del regeneracionismo Notas acerca del caso de Miquel dels Sants Oliver (1864-1920)	153
José Luis de la Granja Sainz El escritor Francisco de Ulacia (1864-1936) Padre de la novela nacionalista vasca y precursor del nacionalismo de izquierda en Euskadi	167
Eduardo González Calleja Miguel de Unamuno, entre la conspiración y la denuncia antidictatorial (1924-1931)	189

Julie Fintzel

Max Aub, de la « tour d'ivoire » à la « vraie vie »
Les intellectuels, la morale et la politique

209

Vanina Filippi

Le combat pour l'intelligence
d'un intellectuel phalangiste sous le franquisme
Dionisio Ridruejo, 1940-1956

245

Eve Fourmont Giustiniani

Usages publics de la figure des intellectuels exilés
dans l'Espagne de la Transition démocratique

277

Index onomastique

313



LES INTELLECTUELS ESPAGNOLS EN TEMPS DE CRISE XIX^e-XX^e SIÈCLE HOMMAGE À PAUL AUBERT

LE TEMPS DE L'HISTOIRE

apporte
un éclairage
scientifique
sur tous
les passés,
privilégiant
la longue durée,
en territoire
méditerranéen et
au-delà.

Dans le droit fil des travaux du professeur Paul Aubert, à qui il est offert en hommage, cet ouvrage traite des intellectuels en temps de crise dans l'Espagne à l'époque contemporaine, de leur attitude, leur rôle et leur fonction. Écrites en leur langue maternelle par des universitaires français et espagnols liés au professeur Aubert pour avoir préparé leur thèse ou leur habilitation à diriger des recherches sous sa direction, avoir régulièrement collaboré au prestigieux *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne* qu'il fonda en 1985 et qu'il continue de diriger, ou encore qui furent ses collègues à l'UMR TELEMMe (Aix-Marseille Université, CNRS), les différentes contributions qui le composent embrassent les XIX^e et XX^e siècles, du second règne de Ferdinand VII à la Transition de la dictature franquiste à la démocratie. Réalisées à partir de recherches originales par des spécialistes reconnus, elles renouvellent nos connaissances non seulement sur les personnages étudiés, mais aussi sur l'histoire générale de cette Espagne qui, depuis la fin de l'Ancien Régime n'a cessé d'affronter des crises majeures et souvent dramatiques.

Couverture

Caricature de la Première République: "¡Señor maestro, ojo con esos nenes!", La Flaca, n° 72, 9 juillet 1873. Hemeroteca Municipal de Madrid, Espagne. Ref: 421/3.

Elisabel Larriba, professeur à l'université Aix-Marseille, membre honoraire de l'Institut Universitaire de France, est spécialiste de la presse espagnole. Elle codirige la revue *El Argonauta español* et anime au sein de l'UMR TELEMMe un groupe de recherche sur S'informer et informer en temps de crise en Europe méridionale.

Eduardo González Calleja, professeur à l'université Carlos III de Madrid, est spécialiste en théorie et histoire de la violence politique à l'époque contemporaine. Ses ouvrages les plus récents sont *Asalto al poder, Madrid, 2017*, *Guerras no ortodoxas, Madrid, 2018* et *Política y violencia en la España contemporánea, vol. 1, Madrid, 2019*.